



**Anticiper les crises liées au
changement climatique au Tchad**

Nos Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Tchad



Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-Dr Marcel Ouattara

-M. Dieudonné Bamouni

Respectivement, Président et Vice-président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Dr François Batalingaya,

Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Tchad et Coordonnateur Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-Van Hooreweghe Christina / OIM

-Freddy Mallo/OIM

-Augustin Zusanne/OCHA

-Louis Dorsouma / OCHA

-Anne-Isabelle Leclercq Balde/ UNICEF

-Brice Kevin DA / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Bouchoura Nassir Ousselat / UNESCO

-Joel Tchocke/UNFPA

-Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA

-Eric Djepatarlemgoto / UNFPA

-Raissa Tapol / PAM

- Coumba Adama Kamissoko / OMS

-NAISSEM Jonas / OMS

-Mantar Laetitia / PUNV

-Marion Leila Ruth Harzi/ ONUDC

-Ehounou Tanoh Genevieve / ONUSIDA

-Zahra Oumar Abdel-Hadi / ONUSIDA

EDITORIAL:

L'année 2024, une année exceptionnelle, pour les populations que nous servons!



NATIONS
UNIES
TCHAD

.....



Dr Francois Batingaya,

Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire

Mesdames et messieurs,

Chers partenaires,

Chers collègues du système des Nations Unies au Tchad,

En cette fin d'année 2024, je réalise que nous avons déployé des efforts considérables pour apporter des sourires aux visages des personnes que nous servons.

Depuis ma prise de fonction au Tchad en mars dernier, j'ai été témoin de la collaboration exceptionnelle entre le gouvernement, les acteurs humanitaires et du développement, et les partenaires techniques et financiers du Tchad. Je voudrais saisir cette occasion pour vous exprimer ma profonde gratitude pour le travail exceptionnel accompli tout au long de cette année, grâce à votre soutien multiforme.

Les efforts de chacun d'entre vous, votre dévouement, votre engagement et votre professionnalisme ont grandement contribué à la réussite de nos missions, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie du peuple tchadien, même si ce n'est que modestement au regard des besoins sans cesse croissants.

Votre soutien inestimable dans la réponse aux multiples crises auxquelles le pays a été confronté, est grandement apprécié et grâce à vous, nous avons obtenu ces sourires, cette joie qui se lie sur les visages de ces milliers de Tchadiens et de personnes affectées par les différentes crises.

En parlant de ces crises, j'aimerais en souligner quelques-unes qui nous ont tous marqués, et pour lesquelles nous devons toujours être en alerte et continuer à apporter tout notre soutien au gouvernement du Tchad afin d'y répondre de manière efficace, efficiente et coordonnée, en particulier :

- ✓ La crise humanitaire multidimensionnelle et prolongée qui aggrave la situation, avec près d'un tiers de la population qui a besoin d'une assistance humanitaire, suite aux différents conflits et à l'instabilité sécuritaire dans les pays de la région et des pays limitrophes du Tchad (Soudan, RCA et Libye). Ce qui constitue un facteur de sécurité et d'aggravation des vulnérabilités des populations au Tchad. Depuis le déclenchement du conflit armé au Soudan en avril 2023, les besoins humanitaires sont croissants et le pays est aujourd'hui confronté à des ressources très limitées.
- ✓ Les conflits armés, tels que les récentes attaques des Groupes armés Non-Etatiques (GANE) contre les bases militaires dans la province du Lac, les déplacements internes, l'insécurité alimentaire et les urgences sanitaires continuent d'être les principaux moteurs des besoins humanitaires et de la stabilité du pays.
- ✓ A cela s'ajoute une situation socio-économique difficile qui a de graves répercussions sur les plus vulnérables.

A ces différentes crises s'est ajoutée une catastrophe naturelle causée par les effets du changement climatique : les inondations qui ont durement frappé le pays, causant des dégâts considérables, avec plus de 576 morts, près de 1,9 millions de personnes affectées, plus de 250 000 hectares de champs détruits et environ 67 000 têtes de bétail englouties.



Face à toutes ces situations que je viens d'évoquer, j'ai pu constater la générosité de chacun de nos partenaires pour apporter une aide cruciale aux populations touchées. Nos agences, fonds et programmes des Nations Unies ont une fois de plus démontré leur engagement à soutenir les populations vulnérables face aux différentes crises du pays.

L'urgence de la réponse nous a obligés à réorienter nos ressources pour répondre aux attentes. Je voudrais donc saluer ici la flexibilité des chefs d'agences et de programmes des Nations Unies au Tchad pour leur proactivité qui s'est traduite par une réponse rapide et efficace qui nous a permis d'apporter une aide d'urgence essentielle aux communautés affectées par les différentes crises, en leur fournissant des besoins de base tels que des abris, de la nourriture, de l'eau potable et des services de santé.

En continuant à travailler ensemble de manière proactive et coordonnée, nous pouvons mieux prévenir les crises et autres catastrophes naturelles, nous y préparer et y répondre, en protégeant les vies et les moyens de subsistance de ceux qui en ont le plus besoin. Cela nécessite de plus grandes capacités d'anticipation et de prévention, ainsi que davantage d'efforts conjoints à tous les niveaux.

Au moment où le pays organise des élections législatives et locales pour un retour définitif à l'ordre constitutionnel, suivant les recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain, nous saluons les efforts continus des plus hautes autorités de l'Etat et de toutes les filles et tous les fils du Tchad qui continuent à travailler pour conduire le destin prometteur du pays.

Mesdames et Messieurs,

Chers partenaires,

A la veille de l'année 2025 que nous nous apprêtons à entamer, je vous souhaite, ainsi qu'à vos proches, une année 2025 pleine de succès, de bonheur et de réalisations. Que cette nouvelle année soit porteuse de nouvelles opportunités et de moments enrichissants pour chacun d'entre vous. Je suis très fier de pouvoir compter sur des partenaires, des bénéficiaires et des employés des Nations unies aussi compétents et dévoués. Je suis convaincu que l'année à venir sera une nouvelle occasion de démontrer notre expertise et notre engagement auprès des populations que nous servons. Et de renforcer nos actions et ambitions pour atteindre les résultats attendus des objectifs de développement durable.

« Ensemble, continuons à aller de l'avant et à construire un avenir meilleur pour le Tchad et son peuple. »



Bonne
Année
2025

Mme Amina. J. Mohammed, était au Tchad pour atténuer les multiples crises humanitaires auxquelles le pays est confronté.



Mme Mohammed a également observé les opérations du corridor humanitaire au point de passage d'Adré et s'est entretenue avec des représentants des réfugiés, des femmes, des jeunes et des dirigeants communautaires. Réaffirmant l'engagement des Nations Unies, elle a appelé à un maximum de solidarité et de ressources pour s'assurer que la réponse humanitaire remplisse son mandat et soutienne les populations de la région, exhortant les parties à investir davantage pour sauver des vies et des moyens de subsistance et annonçant une allocation du CERF de 5 millions de dollars dans le cadre d'une réponse rapide pour soutenir la reprise après les inondations.



En date du 30 août 2024, la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies Mme Amina J. Mohammed, ainsi que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan, M. Ramtane Lamamra, accompagnés d'une forte délégation inter institutions et agences onusiennes composée de la Coordinatrice résidente et Coordinatrice humanitaire pour le Soudan, Mme Clementine Nkweta-Salami, et de hauts responsables du PAM, du HCR et de l'UNICEF sont en mission officielle au Tchad et visiteront les provinces de l'EST du Tchad, frontalières au Soudan pour renforcer le plaidoyer sur la crise humanitaire.

A Adré, la délégation de la Vice-Secrétaire générale Amina J. Mohammed s'est rendue à, au poste frontière avec le Soudan, marquant ainsi le dernier jour de sa mission dans la région. Accompagnée de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan, Ramtane

Lamamra, et d'une délégation inter-agences, Mme Mohammed a rencontré les autorités tchadiennes et des représentants de la communauté d'accueil. Les discussions ont porté sur les défis complexes auxquels le Tchad est confronté, notamment les dynamiques régionales et les principaux risques, ainsi que sur le besoin urgent d'une solidarité mondiale. Au cours de la visite, Mme Mohammed a souligné l'importance cruciale de maintenir le poste frontière d'Adré ouvert en permanence. Ce point de passage est vital pour l'acheminement de l'aide à des millions de personnes au Soudan et doit rester ouvert et accessible pour faciliter l'aide humanitaire à grande échelle tout en garantissant la sécurité des travailleurs humanitaires, et elle a salué la récente ouverture de la frontière comme une étape positive vers cet objectif.



Le Directeur général adjoint de l'UNICEF en visite à Adré.



Ted Chaiban, Directeur général adjoint de l'UNICEF pour l'action humanitaire et les opérations d'approvisionnement, s'est rendu au poste-frontière d'Adré dans l'est du Tchad, où 17 camions des Nations Unies ont franchi le point de passage récemment rouvert, permettant à l'UNICEF et à ses partenaires de livrer une aide humanitaire vitale au Soudan.

Au cours de cette visite effectuée aux côtés d'Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Ted Chaiban a visité l'un des 44 forages réalisés et réhabilités par l'UNICEF dans la région.

Ce forage, équipé d'une pompe à énergie solaire, fournit de l'eau potable à 2 250 personnes chaque jour, incluant les réfugiés soudanais, les retournés tchadiens, ainsi que les communautés locales.

En tout, ces infrastructures hydrauliques ont permis de répondre aux besoins de plus de 160 000 personnes touchées par le conflit, contribuant ainsi à améliorer l'accès à l'eau et à renforcer la résilience des communautés affectées.

L'UNICEF, en partenariat avec d'autres acteurs humanitaires, continue d'apporter un soutien crucial aux populations de la localité.



M. Tom Fletcher, juste après sa prise de fonction a effectué une visite officielle au Tchad.

Secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires des Nations Unies, M. Tom Fletcher, ont effectué une visite conjointe à la frontière Tchad-Soudan le jeudi 28 novembre 2024. Cette mission avait pour objectif principal de constater de visu la situation alarmante des milliers de réfugiés et de retournés tchadiens qui fuient les violences dans les pays voisins, notamment le Soudan.

En effet, L'Est du Tchad, déjà vulnérable, est aujourd'hui confronté à un afflux massif de réfugiés en provenance du Soudan et d'autres régions dévastées par les conflits. En plus des réfugiés, de nombreux Tchadiens qui avaient émigré à cause des tensions politiques et économiques se voient contraints de revenir dans leur pays, accentuant ainsi une pression sur les ressources déjà limitées. Lors de leur visite sur le terrain, les trois personnalités ont souligné l'ampleur de la crise humanitaire qui affecte non seulement les réfugiés mais aussi les communautés locales, qui subissent de plein fouet l'impact économique,

sanitaire et social de cet afflux. Les autorités tchadiennes, le gouvernement français et les Nations Unies ont insisté sur l'importance d'une solidarité internationale renforcée pour répondre aux besoins croissants des réfugiés et des retournés tchadiens. Les réfugiés et retournés tchadiens nécessitent une aide humanitaire immédiate, notamment en matière de nourriture, d'abris, de soins médicaux, ainsi qu'un soutien pour leur réinsertion sociale et économique. Le ministre français des Affaires étrangères a précisé que la France se tient prête à renforcer son soutien en matière de coopération humanitaire et de développement pour alléger les souffrances des populations déplacées. Les trois personnalités ont conclu en soulignant la nécessité de renforcer les efforts diplomatiques pour mettre fin aux conflits dans la région et offrir des solutions durables aux populations touchées. "Il ne suffit pas de gérer l'urgence ; il est impératif de travailler à la paix pour prévenir de nouvelles crises



Les inondations au Tchad, le système des Nations Unies au cœur de la réponse en appui au Gouvernement

Au 1^{er} octobre, les inondations ont touché 119 des 125 départements, affectant près de 2 millions de personnes sur l'ensemble du pays, soit 10,2% de la population tchadienne.

Le nombre de personnes affectées est passé de 960 000 personnes le 27 août à plus de 1 941 869 personnes au 1^{er} octobre, selon les données compilées par le gouvernement et ses partenaires. On dénombre également 576 décès. Le bilan général fait état de plus de 217 000 maisons détruites, 432 000 hectares de champs détruits et 72 000 têtes de bétail englouties.

Ainsi, les provinces les plus touchées en termes de nombre de personnes affectées sont le Lac (277 409 personnes), le Mayo Kebbi Est (218 238), le Mandoul (189 984), la Tandjilé (185 376) et le Batha (144 807).

Si l'on considère la proportion des personnes affectées en fonction des populations, les provinces les plus affectées sont le Lac (38%), l'Ennedi Est (31,6%), le Borkou (27,6%), le Mandoul (25,2%), le Moyen Chari (24,4%) et le Batha (21,9%).

Ces provinces entrent également dans la catégorie de priorité 1 établie par le Comité national de prévention et de gestion des inondations (CNPGI), à l'exception du Moyen-Chari.



Le leadership du gouvernement dans la réponse

En termes de réponse, dans plusieurs provinces, le gouvernement a mis à la disposition de chaque province 1 500 sacs de vivres pour subvenir aux besoins des personnes vulnérables, dont les sinistrés. Par ailleurs, le CNPGI a réceptionné, le 28 septembre, un important lot de fret humanitaire à l'aéroport international Hassan Djamous de N'Djamena. Le lot comprend des motopompes pour faciliter le pompage des eaux, des médicaments d'urgence et pédiatriques pour répondre aux besoins médicaux urgents, des tentes pour abriter les personnes déplacées par les inondations, du matériel et des outils d'intervention pour aider les équipes sur le terrain. C'est un lot de matériels gracieusement offert par divers partenaires, dont la France, via son centre de crise et de soutien. Le gouvernement a également mobilisé le génie militaire pour renforcer la digue du 9^e arrondissement ainsi que les parties des berges où l'eau menaçait de déborder.



L'appui des partenaires humanitaires dans la réponse

Dès les premières heures des inondations, les partenaires ont répondu présents à l'appel du gouvernement. C'est ainsi que des abris ont été construits et des vivres ainsi que des articles ménagers non essentiels distribués aux ménages sinistrés de N'Djamena. Cette assistance concerne aussi les services d'eau, hygiène et assainissement, les soins primaires et ceux liés à la santé de reproduction.

Les équipes humanitaires ont organisé des évaluations multisectorielles dans plusieurs provinces les plus durement affectées au sud du pays.

Du 19 au 20 septembre, le Coordonnateur humanitaire, François Batalingaya, a conduit une mission de l'Equipe humanitaire pays à Bongor dans le Mayo-Kebbi Est, une des provinces les plus touchées, pour y lancer, en compagnie des autorités, la distribution de l'assistance multisectorielle. Dans cette localité, près de 40 000 personnes sont sinistrées dont 4 700 femmes enceintes et allaitantes et 7 900 enfants de moins de cinq ans, au 18 septembre.

Au 1^{er} octobre, les partenaires humanitaires ont annoncé avoir reçu 20,4 millions de dollars de financements pour l'assistance d'urgence aux inondations pluviales et fluviales dans les zones les plus affectées. Plus de 200 000 personnes à travers le pays ont reçu une aide d'urgence, répondant aux besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire, d'abris et d'articles ménagers, de soins de santé et de nutrition, ainsi que de protection et d'assainissement.



Besoins de financement humanitaire

Le gouvernement a développé, avec l'appui de ses partenaires, un plan de contingence contre les inondations, d'un montant de 129 millions de dollars américains, pour assister les populations les plus touchées. Ce plan est financé à 20,4 millions de dollars, soit 15,8%.

De plus, la Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, Amina Mohammed, lors de sa visite au Tchad en début septembre, avait annoncé une allocation d'urgence de 5 millions de dollars américains du Fonds central de réponse d'urgence (CERF), géré par OCHA, pour aider à la réponse aux inondations. Ce montant a été porté à 8 millions de dollars quelques jours plus tard, et les activités sont en cours par les agences et leurs partenaires nationaux.

De plus, la fenêtre du Fonds de réponse des actions anticipatoires de 5 millions de dollars a été activée pour contribuer à la réponse aux inondations fluviales. Au total, ce sont 13 millions de dollars qui auront été mobilisés, avec l'appui d'OCHA, pour contribuer à la réponse au titre des inondations pluviales et fluviales (plus de détails ci-dessous).



Le Tchad a été lourdement frappé par des inondations occasionnant des dégâts considérables. Les pluies diluviennes et inondations ayant fait 576 morts et 1,9 million de sinistrés dans le pays depuis juillet 2024.



Au confluent des fleuves Chari et Logone, la capitale du Tchad, N'Djaména est prise en tenaille entre pluies diluviennes et eaux des fleuves. Début octobre 2024, le niveau du fleuve Chari était à 8,18 mètres soit un mètre de plus qu'en 2022, date des dernières inondations catastrophiques. Comme plusieurs villes du Sahel, N'Djaména subit les effets du changement climatique.

Les pluies diluviennes et inondations ont fait 576 morts et 1,9 million de sinistrés dans le pays depuis juillet 2024, selon les données collectées par les organisations humanitaires. Le Tchad n'avait jamais connu un tel désastre depuis les années 60.

En 2022, les quartiers prenant l'eau les uns après

les autres, les populations, baluchons sur la tête, avaient fui les inondations pour s'accrocher pour certaines à des bouts de terre le long des routes tandis que d'autres s'éloignaient de la capitale à la recherche des terres arides. Les infrastructures obsolètes de canalisation d'eau et d'endiguement ne fonctionnaient plus.

Cette fois-ci, la capitale tchadienne a mieux résisté. Répondant à la sollicitation du gouvernement, le **Projet intégré pour la lutte contre les inondations et la résilience urbaine (PILIER)** soutenu par **l'Association internationale de développement (IDA)**, l'institution de la Banque mondiale qui se consacre aux pays à faible revenu, a fait la différence.



En vigueur depuis octobre 2023 pour soutenir N'Djaména et faire face efficacement aux inondations, un plan d'urgence d'environ 13 millions de dollars (8 milliards FCFA) a été mis en place afin d'anticiper l'éventualité d'inondations conséquentes en 2024. Entre avril et septembre 2024 grâce au projet *Pilier*, la totalité du réseau de 250 km de drainage des eaux, ainsi que tous les exutoires sur le fleuve Chari ont été curés et vidés des boues et déchets accumulés depuis des années.

Des routes endommagées ont aussi été reprofilées pour en améliorer le drainage. Ces opérations ont largement contribué à faciliter l'écoulement des eaux de ruissellement. De mémoire de Ndjaménois, c'était la première fois que l'intégralité du réseau était curé. En outre, des motopompes de grande capacité livrées par le projet à la municipalité de N'Djaména ont permis d'évacuer les eaux de la ville vers le fleuve grâce au curage des canaux d'évacuation qui avaient été effectués juste avant les pluies par le projet *Pilier*.

Ces contributions du projet *Pilier* « nous ont permis de vider les bassins de rétention des eaux de pluie et de faciliter l'écoulement des eaux grâce aux travaux de curage effectués par le projet depuis juin », se réjouit Sarmadji Oumar, directeur de la voirie à la mairie de la capitale. Et d'ajouter : « Aujourd'hui, nous avons échappé à des inondations désastreuses. En 2022, à cette date nous avons plus de 70 000 personnes, soit 15 114 ménages affectés par les inondations. Nous avons sauvé les meubles [cette fois-ci] avec moins de 3 000 ménages et moins de quartiers impactés. »

En effet, grâce aux motopompes, équipées de roues et mobiles, les équipes de la voirie surveillaient la montée des eaux comme du lait sur le feu : « Nous étions aux aguets. A la première alerte, il fallait sauter dans le véhicule pour intervenir » raconte Abakar Moustapha, agent à la voirie de N'Djaména. « On se relayait jour et nuit » complète son collègue Yves Allaramadji.

Par ailleurs, en complément des interventions du projet *Pilier*, le gouvernement, sur son budget propre, s'est attelé à l'élévation de digues d'urgence ainsi que l'enrochement de points vulnérables le long du fleuve Chari dans le 7ème et 9ème arrondissement de la capitale. Des interventions qui ont permis de contenir une crue historique, voire centenaire du fleuve Chari. Le Cheikh Adam Ismail, imam de la Mosquée Idara dans le 5ème arrondissement n'en finit pas de remercier le ciel. Vêtu d'un boubou blanc, barbe couleur sel et poivre, le religieux témoigne : « Cela fait une dizaine d'année que nous n'avons pas vu des engins de la Mairie passer pour le curage des canaux. Cette année, l'accès à la mosquée est facile pour les fidèles ».

Assise devant son étal de légumes, Rémadji Aline, vendeuse dans un marché du 7ème arrondissement de N'Djaména salue l'opération de curage des canaux d'évacuation. « Avant en cette saison, il n'y avait pas d'affluence et la mévente était au rendez-vous. On a constaté que malgré les fortes pluies, les clients atteignent le marché ». Le plan d'urgence du projet *Pilier* ne se limite pas à réduire le risque d'inondation. Il comporte également des activités de réponse à l'urgence. En effet, le projet s'attèle à financer la livraison d'équipements de réponse d'urgence aux inondations, y compris des pirogues, du matériel de communication, des gilets de sauvetage mis à la disposition des autorités. Des stations de potabilisation ainsi que de gestion de déchets, des kits d'urgence composé de nattes, couvertures, ustensiles de cuisine et des médicaments sont aussi apprêtés pour d'éventuels sinistrés. Enfin *Pilier* a conclu des accords de financement avec des associations de quartier et organisations non-gouvernementales pour la sensibilisation au risque d'inondation et la réhabilitation des écoles et des centres de santé ayant été inondés ou occupés par les sinistrés.



LA REPONSE MULTISECTORIELLE AUX INONDATIONS SUR BASE DES DONNEES DESAGREGUEES



Face aux graves inondations qui frappent le Tchad et plusieurs autres pays de la région, à savoir le Burkina Faso, le Cameroun, la Guinée, le Mali, le Nigéria et le Niger, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) intensifie ses opérations d'urgence pour venir en aide aux populations touchées. Au Tchad, sous la coordination de la Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR) et en étroite collaboration avec d'autres acteurs humanitaires, est mis en place une réponse multisectorielle grâce à la récolte des données.

Le Tchad, durement touché

Au Tchad, l'un des pays les plus durement frappés, [selon les autorités tchadiennes et les partenaires, au 3 septembre, 1 495 969 personnes soit 266 590 ménages sont affectés par ces inondations y compris 341 décès \(Ocha, Rapport de situation n° 02 \(06/09/2024\)](#). Les déplacements de population sont généralisés, [en particulier à N'Djamena et dans les régions méridionales le long du Chari](#).

Une réponse rapide et efficace

L'OIM s'appuie sur son expérience passée pour soutenir la réponse d'urgence du gouvernement tchadien, tirant des leçons des inondations de 2022. Dans ce contexte, au mois de septembre 2024, après une formation organisée par l'OIM et la

CNARR, avec les partenaires l'UNICEF, le HCR et le PAM, les équipes procèdent à l'enregistrement des personnes déplacées par les inondations à N'Djamena dans les sites de Basilique, Koulhari et Melizi. La collecte de données porte sur les profils, les besoins et le nombre de personnes déplacées.

Parallèlement, des équipes d'intervention rapide aident les autorités locales à évaluer les besoins immédiats grâce à la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM. [L'OIM est également entrain de rouvrir des sites de déplacement précédemment utilisés pour fournir un abri temporaire et des services essentiels aux personnes touchées.](#)



Une assistance multisectorielle

Dans la région du Lac et à N'Djamena, l'OIM Tchad se prépare à fournir une assistance multisectorielle immédiate à 7 000 bénéficiaires directs en fournissant 700 abris, en effectuant des transports d'eau et en réparant 21 pompes à eau et 350 latrines.

Anassa, un visage de résilience face aux inondations à N'Djamena

Les stigmates des inondations marquent encore profondément la ville. Parmi les milliers de sinistrés, Anassa Zeni, 21 ans, veuve et mère de deux enfants, raconte son histoire à travers ce récit recueillis par OIM Chad.

Revenue au Tchad il y a deux ans après avoir fui les

conflits en Centrafrique, Anassa était en processus de reconstruction de sa vie. Mais le 18 août dernier, sa maison, située dans le 9e arrondissement, a été entièrement détruite par les eaux, emportant avec elles tous ses biens.

"Dieu merci, nous sommes en vie", confie-t-elle, la voix empreinte d'une force tranquille. Avec ses deux enfants, elle a trouvé refuge au centre d'accueil de Melizi à Farcha. "Nous avons de l'eau, de petites rations alimentaires, mais ce n'est pas suffisant", poursuit-elle. Difficultés, Anassa est déterminée à assurer l'avenir de ses enfants : "Ma fille doit continuer l'école, mes enfants doivent manger et être habillés. J'ai dû me faire violence et vendre une partie des rations alimentaires pour qu'ils puissent continuer à aller à l'école et à manger à leur faim."



UN APPEL À L'AIDE

Enregistrée par la CNARR avec l'appui technique de l'OIM lors des opérations de recensement, Anassa espère que son histoire sera entendue. "J'ai besoin d'aide pour reconstruire ma vie et celle de mes enfants. Je ne veux pas dépendre des aides pour toujours, mais je ne peux pas y arriver seule." L'histoire d'Anassa met en lumière les conséquences humanitaires désastreuses des inondations au Tchad. Au-delà des pertes matérielles, ce sont des vies entières qui ont été bouleversées. Les autorités Tchadienne et les organisations humanitaires sont mobilisées pour apporter une aide d'urgence aux sinistrés, mais les besoins restent immenses. Il est essentiel de soutenir les efforts de reconstruction et de résilience de ces populations vulnérables.



La FAO boucle les actions d'anticipation aux inondations dans la ville de N'Djaména avec des transferts monétaires.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a procédé le 14 novembre 2024 au lancement officiel des transferts monétaires en faveur de 2.500 ménages vulnérables dans les 7^{ème} et 9^{ème} arrondissements de la ville de N'Djaména. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement de la résilience des ménages exposés aux risques d'inondations fluviales », financé par le Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF).

Lors de la cérémonie, Alain Constant, Représentant a.i. de la FAO au Tchad a exprimé sa gratitude aux partenaires, notamment le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), les autorités locales, ainsi que les ministères de l'Agriculture et le ministère de l'Action sociale, de la solidarité et des affaires humanitaires, pour leur soutien dans la mise en œuvre de ce projet. **« Grâce à ces transferts monétaires, les ménages bénéficiaires pourront subvenir à leurs besoins alimentaires et reprendre leurs activités, renforçant ainsi leurs moyens d'existence face aux impacts des inondations »**, a-t-il souligné.

Selon Mme Chantal Boloia Zengewa, Cheffe de Bureau Adjointe à OCHA, le Tchad est le premier pays en Afrique à bénéficier de l'activation du CERF Actions Anticipatoires Inondation d'un montant de 5 millions USD. Au total, 13 millions USD ont été débloqués cette année par les Nations Unies pour soutenir les efforts des autorités dans la prévention et la gestion des conséquences des inondations. **« Nous continuerons à conjuguer aux côtés de l'ensemble des acteurs de la communauté humanitaire au Tchad, nos efforts, pour répondre aux besoins, sans cesse croissants, des communautés. Tout en souhaitant que les résultats attendus de cette activité soient pleinement atteints, soyez rassurés de notre disponibilité aux côtés des populations affectées. »**, a-t-elle ajouté.

Dans son discours lors de ce lancement officiel des activités de transfert monétaire, Mahamat ABDELKERIM BAGARI, Secrétaire Général, Représentant la Ministre de l'Action sociale, de la solidarité et des affaires humanitaires, a indiqué que les transferts monétaires en faveur des ménages exposés aux inondations fluviales dans la ville de N'Djaména, initiés par la FAO revêtent une importance capitale. Le projet répond non seulement à l'urgence de la situation, mais s'inscrit également dans une dynamique plus large de développement durable et de protection des populations vulnérables.



« Le Gouvernement du Tchad place la protection des populations vulnérables au cœur de sa politique. La gestion des risques climatiques, la réduction des inégalités et la lutte contre la pauvreté sont des priorités qui orientent les actions du gouvernement. Et, la FAO a toujours été un partenaire précieux du gouvernement tchadien, en soutenant des projets essentiels pour la sécurité alimentaire, la résilience des populations face aux catastrophes naturelles et le renforcement des capacités des communautés vulnérables », a-t-il ajouté.

Il faut rappeler que ce projet a été activé à la suite d'un suivi des crues et de la probabilité de la montée des eaux à travers le système Global Flood Awareness System^[1] (GLOFAS).

Avec l'appui de la FAO, la Direction des Ressources en Eau (DRE) a également assuré le suivi des niveaux des fleuves Chari et Logone à différents points.

Ces suivis ont permis au gouvernement tchadien d'émettre une alerte sur des inondations probables, dont le pic aurait été attendu au 15 octobre 2024. A la suite de ces alertes, des actions d'anticipation ont été mises en œuvre, à savoir :

-la distribution de matériels de protection (fûts étanches et sacs PICS à trois compartiments pour stocker les semences et autres denrées alimentaires),

-la distribution de matériels permettant d'effectuer la construction de digues et diguettes communautaires (sacs vides, pelles, seaux, brouettes et terre argileuse),

-différentes sessions de formation pour préparer les communautés aux situations d'inondation,

-des travaux de haute intensité de main d'œuvre pour la construction des structures communautaires (digues et diguettes), encadrées par les ingénieurs de la Direction Générale du Génie Rural, rattaché au ministère de l'Agriculture.

Les travaux ont mobilisé environ 5.000 personnes et ont permis la réalisation de plus de cinq kilomètres de diguettes dans les quartiers Chagoua, Gassi, Mandjafa, Nguéli, Walia et Toukra. Ces interventions ont non seulement contribué à contenir les inondations, mais aussi à protéger les biens essentiels des ménages ainsi que leurs moyens d'existence.

Face aux inondations, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) apporte son soutien



Depuis juillet 2024, le Tchad fait face à des inondations sans précédent. Cet aléa climatique est consécutif à la fois aux précipitations abondantes et au débordement des cours d'eau.

En effet, les pluies diluviennes qui s'abattent sur le pays ont détruit 217 779 maisons, plus de 359 formations sanitaires sont inondées et/ou détruites, près de 432 203 d'hectares de cultures sont submergés entraînant la perte de 72 170 têtes de bétail. Au 1^{er} octobre 2024, la totalité des provinces (23/23) est touchée avec 1 941 869 personnes affectées et 576 décès enregistrés. Cette situation a amené le Comité national de prévention et de gestion des inondations (CNPGI) à classer les 23 provinces en trois catégories, dont plus de la moitié (12) sont en priorité 1. Il s'agit des provinces de la Tandjilé, du Mayo Kebbi Est, du Logone Oriental, du Lac, du Guéra, du Salamat, de l'Ennedi Ouest, du Batha, du Borkou, du Mandoul, de l'Ennedi Est et du Tibesti.

Face à cette situation très dynamique, les

populations sinistrées sont installées dans des familles d'accueil, des écoles ou des campements de fortune. Leurs besoins prioritaires incluent les vivres, les abris et les articles ménagers essentiels (AME), ainsi que l'accès à l'eau, à l'hygiène et assainissement (EHA) et aux soins de santé. En effet, ces personnes n'ont plus accès à l'eau potable, au service d'hygiène et assainissement ni aux services de santé.

La poursuite des pluies et la montée continue des cours d'eau laissent craindre une détérioration de la situation et le risque croissant d'épidémies dans les jours et semaines à venir. Face aux risques sanitaires de plus en plus préoccupants, l'Organisation mondiale de la santé a renforcé son appui au pays et accéléré ses opérations de secours pour préserver la santé des populations affectées par ce nouvel épisode de crise. Des équipes médicales et des fournitures essentielles ont été déployées dans les zones les plus touchées, afin de répondre aux besoins immédiats et de prévenir la propagation des maladies.

Ainsi, avant les inondations, l'OMS a :

- ✓ Pré positionné des kits médicaux à Ndjaména et dans 12 provinces sanitaires. Au total, 791 kits de médicaments de soins de santé primaires, 164 Kits de prise en charge pour la malnutrition aigüe sévère, 63 Kits de prise en charge cholera, 15 kits de médicament pour rendre potable l'eau, 6 kits choléra (fournitures, équipement, laboratoire), et 6 tentes ont été prépositionnés dans les 12 provinces. Des kits choléra ont été prépositionnés à Ndjaména et dans 4 provinces à haut risque d'épidémie (Ouaddaï, Sila, Wadi-Fira et Ennedi Est).
- ✓ Soutenu le ministère de la santé dans l'élaboration des plans de réponse aux inondations et de lutte contre le choléra. Ces plans ont été testés à travers un exercice de simulation sur table (TTX).
- ✓ Apporté également un appui technique au ministère de l'Action Sociale et des Affaires Humanitaires dans la planification de la réponse. De plus, afin de renforcer la coordination des actions et la collaboration, l'OMS a participé avec d'autres partenaires, à la mission de terrain organisée par ce même ministère dans la province du Sila pour s'enquérir de la situation, et soutenir l'effort de réponse sur place en travaillant en étroite

collaboration avec les équipes locales pour adresser les nombreux défis rencontrés.

En tant qu'Agence chef de file, l'OMS a coordonné la réponse des partenaires à travers une analyse conjointe de la situation et des besoins. Ces analyses ont également permis de dresser un état des capacités disponibles et de positionner de manière coordonnée les partenaires, notamment ceux du cluster santé tels qu'ALIMA, l'UNFPA, ACF et PUI, qui se sont déployés sur les différents sites. En réponse aux inondations, l'OMS et les partenaires du cluster santé ont apporté des appuis conséquents dans le volet santé. Les principales provinces ayant bénéficié de ces appuis sont, entre autres, le Sila, la Tandjilé, le Mayo Kebbi Est, le Chari Baguirmi, le Mandoul et la ville de Ndjaména. Dans ces régions l'OMS a fourni des médicaments pour les soins de santé primaire, des tentes médicales, des kit choléra et les articles non alimentaires (NFI) ainsi que des moustiquaires. D'autres appuis se sont traduits par la distribution d'eau chlorée, la réparation des châteaux d'eau, des kits santé de la reproduction, des kits d'urgence de prise en charge, le déploiement des cliniques mobiles, et le référencement des sinistrés malades pour un suivi régulier.

Aux premières heures des inondations à N'djaména, l'OMS a apporté un appui en kit d'hygiène pour plus de 300 ménages, et soutenu le déploiement sur le terrain de l'équipe médicale d'urgence (EMU) nationale axée sur les soins de santé primaires pour fournir les soins médicaux d'urgence appropriés aux sinistrés y compris le référencement. Cette équipe est déployée sur les sites de Milezi, du Lycée de Farcha et de Gassi afin de répondre aux besoins sanitaires immenses des communautés durement affectées et fortement vulnérabilisées par les inondations. *“Nous faisons tout notre possible pour fournir des soins médicaux essentiels et un soutien aux personnes déplacées à la suite des inondations. Leur résilience face à cette crise est remarquable, et nous sommes ici pour les aider à surmonter les nombreux défis sanitaires”*, a déclaré un membre d'une équipe médicale d'urgence (EMU).

Ainsi, du 16 Août au 19 Septembre 2024, l'équipe médicale d'urgence (EMU) a offert les soins à 2 740 sinistrés et les principales pathologies enregistrées sont le paludisme avec 924 cas (33,86%), les infections respiratoires aiguës avec 348 cas (12,70%) et les diarrhées avec 192 cas (7,00%).

En outre, pour soutenir la réponse sanitaire et en vue de renforcer l'offre des soins, des médicaments (kits choléra, kits de traumatologie, kits sanitaires d'urgence) et des fournitures médicales (tentes médicales) ont été fournis dans la province du Sila sévèrement touchée en plus de la crise liée aux réfugiés soudanais qui y sévit.

Dans toutes les provinces où les équipes de l'OMS sont présentes (15/23), la surveillance active des maladies sous surveillance particulièrement des maladies d'origine hydrique a été renforcée en général et particulièrement dans les sites de sinistrés. Les points focaux de la surveillance, les chefs d'antenne de la surveillance épidémiologique utilisent à cet effet les véhicules mis à la disposition par l'OMS pour la surveillance des maladies pour effectuer les visites des sites de sinistrés.



Ceci a permis la détection de cas de Paralysies flasques aiguës (PFA), de méningite, rougeole et fièvre jaune. C'est dans ce cadre que l'OMS a conseillé et appuyé les équipes de terrain dans la vaccination dans les sites de sinistrés afin de les protéger contre les maladies évitables par vaccination.

Les autorités et les organisations humanitaires redoutent une recrudescence des maladies transmissibles par l'eau, comme le choléra, et des pathologies liées à la prolifération des moustiques, telles que le paludisme, la dengue et le chikungunya.

Des mesures d'urgence sont nécessaires pour renforcer les systèmes de santé, améliorer l'accès à l'eau potable, et fournir des abris sécurisés afin de limiter les impacts sur les populations déjà vulnérables. Face à cette situation, l'OMS renforce, de manière continue, sa présence dans les zones affectées avec l'offre des soins (médicaments) y compris l'accompagnement en santé mentale et la prise en charge des violences basées sur le genre.

Pour conclure, l'OMS, en collaboration avec ses partenaires, continue d'agir dans le cadre anticipatoire mis en place pour réduire les impacts futurs des crises en renforçant la résilience des systèmes de santé locaux et en anticipant les besoins humanitaires à venir. Les actions incluent l'anticipation des risques sanitaires, la mise en place de mécanismes d'alerte précoce, la mobilisation rapide des ressources et des équipes médicales, ainsi que la préparation des infrastructures de santé à des interventions rapides et efficaces.

Les sage-femmes humanitaires de l'UNFPA apportent espoir et soins aux victimes !



Les fortes pluies enregistrées avec ses corollaires des maisons inondées ou écroulées continuent de provoquer des vagues des victimes à N'Djamena et à l'intérieur du pays. A ce jour, ce sont plus d'un million et demi des personnes qui sont directement affectées dans le pays. Les inondations font peser des menaces spécifiques sur les femmes et les filles, car les catastrophes peuvent provoquer des complications de grossesse et accroître les risques de naissances prématurées et de fausses couches, entre autres. Lorsque les catastrophes naturelles ou les conflits frappent, les sage-femmes sont bien souvent en première ligne et constituent le rempart le plus efficace contre les décès maternels évitables.

Remplir l'objectif de zéro décès maternel évitable

En collaboration avec les gestionnaires des sites d'accueil, les sage-femmes fournissent des services de santé reproductive, des accouchements sécurisés et un soutien postnatal, malgré les défis posés par les catastrophes

naturelles. En implantant des postes de santé sur les sites avec les sage-femmes humanitaires, l'UNFPA voudrait bien remplir l'objectif de zéro décès maternel évitable. Les femmes y viennent pour les consultations prénatales, post natales ou les conseils et offre des services en planification familiale. Zenaba Béchir, jeune femme de 25 ans a accouché le 12 septembre sur le site de la Basilique avec l'assistance des sage-femmes UNFPA. Elle est venue s'établir sur le lieu lorsque sa maison familiale s'est écroulée suite aux inondations causées par les grosses pluies. Elle a pu accoucher au poste de santé implanté sur le site. « Je voudrais rendre gloire à Dieu et aux sages-femmes qui m'ont délivré de cette épreuve difficile. Dans ces conditions, j'aurais peut-être perdu la vie si y avait des complications au moment de l'accouchement. Merci à l'UNFPA pour sa présence auprès de moi pendant ce moment difficile », c'est en ces termes que témoigne Zenaba Béchir sous une émotion



Dans la même journée sur le même site quatre accouchements se sont déroulés dont celui de Suzanne Denemadji. Agée de 18 ans Suzanne Denemadji habitait au quartier Ambata et suite aux inondations engendrées par les pluies torrentielles, leur maison s'est écroulée a été contrainte de le quitter. Très contente elle témoigne également :

Je voudrais exprimer toute ma reconnaissance aux sage-femmes et à leur organisation pour m'avoir sauvé la vie et celui de mon bébé dans ces conditions où je suis sans moyens et livrée aux aléas de la nature »

Fania Lawane, jeune dame âgée de 29 ans, a eu un bébé ce matin sur le site des déplacés victimes d'inondation à Milezi avec l'assistance des sages-femmes. L'UNFPA est déjà à pied d'œuvre aux côtés de la population affectée par les inondations afin de sauver et de transformer des vies.

UNFPA en partenariat avec le gouvernement et les agences humanitaires

Dans la mise en œuvre de cette réponse à la crise humanitaire, l'UNFPA travaille en partenariat avec le centre des Operations des Urgences en Santé Publique du Ministère de la Santé publique et les autres agences des Nations Unies. Ces synergies contribuent à améliorer l'efficacité et l'impact des interventions humanitaires, en veillant sur les droits et les besoins des personnes affectées. L'UNFPA, œuvre pour que tous les accouchements soient sans dangers et que toutes les grossesses soient désirées auprès de ces personnes touchées par la crise. Les sage-femmes humanitaires de l'UNFPA jouent un rôle crucial en apportant des soins essentiels aux femmes et aux nouveau-nés dans les zones touchées par les inondations. Leur travail est vital pour réduire complications de grossesse et de mortalité maternelle et néonatale dans des conditions souvent précaires

L'UNFPA remercie ses partenaires financier #CERF, USAID, #KOICA pour leurs appuis à ces populations qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique.



Le PAM fournit des vivres aux sinistrés

Le 25 août 2024 – La Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires, Mme **Fatimé Boukar Kossei** a présidé, la cérémonie de remise de don du Programme Alimentaire Mondial aux victimes des inondations, au site de Farcha Melezi.

C'est acte symbolique temoigne de l'engagement continu du Programme Alimentaire Mondial (PAM), en appui au Gouvernement pour contribuer durablement au relèvement des couches vulnérables, victimes des catastrophes naturelles et d'autres défis socio-économiques.

La Ministre Fatimé BOUKAR KOSSEI a salué l'engagement de tous les partenaires du Système des Nations Unies qui, « Unis dans l'action », soutiennent les efforts de son Département pour offrir un meilleur avenir aux populations notamment celles victimes des inondations dans la ville de N'Djamena en particulier et des autres provinces en général.

« C'est l'occasion pour moi, aussi, de saluer la promptitude avec laquelle les responsables du PAM ont réagi face à l'appel du Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires dont l'objectif est d'œuvrer pour la protection des couches vulnérables, conformément aux orientations du Président de la République, Chef de l'Etat, **Mahamat Idriss Deby Itno** et du Premier Ministre, Chef du Gouvernement », a ajouté la Ministre.

Mme Fatimé BOUKAR KOSSEI n'a pas manqué de souhaiter la bienvenue à la nouvelle Représentante-Pays du Programme Alimentaire Mondial, Mme Sarah GORDON GIBSON. Cette dernière, pour sa part, a salué le partenariat agissant entre son agence et le Tchad. Elle a réitéré l'engagement du PAM à soutenir les couches vulnérables au Tchad.

À savoir, aussitôt réceptionnés, plus de 400 kits alimentaires ont été distribués aux sinistrés des inondations du site d'accueil de Melezi.



L'UNICEF apporte son soutien aux familles touchées par les inondations.



Face aux récentes inondations qui ont ravagé plusieurs localités du Tchad, l'UNICEF a déployé une série d'interventions pour venir en aide aux populations affectées. Plus de 300 ménages déplacés à N'Djamena et à Bongor ont reçu des articles de première nécessité tels que des couvertures, nattes, moustiquaires, ustensiles de cuisine, seaux, bidons, pagnes, savons, gobelets et serviettes hygiéniques.

Parallèlement, sur les sites de relocalisation de Milezi, Basilique, Toukra et Koundoul à N'Djaména, des infrastructures essentielles ont été mises en place : 24 points d'eau potable ont été construits ou réhabilités, et 420 latrines et douches d'urgence ont été installées pour améliorer les conditions d'hygiène et préserver la dignité des populations déplacées. Pour les enfants, des espaces ont été mis en place pour leur

permettre de jouer et de trouver un peu de réconfort. Des centres d'apprentissage temporaires ont également été aménagés, permettant à des centaines d'enfant de continuer l'école malgré les circonstances difficiles.

En collaboration avec la Croix-Rouge tchadienne, l'UNICEF mène également des actions de prévention contre la malnutrition, accompagnées de campagnes de sensibilisation sur l'hygiène. Un centre d'information et d'écoute a également été mis en place pour offrir un soutien psychosocial aux familles affectées. Ces efforts témoignent de l'engagement continu de l'UNICEF et de ses partenaires à soutenir les communautés touchées, tout en travaillant à réduire l'impact des inondations sur les familles les plus vulnérables.

Inondation dans la province du Moyen chari et Mayo Kebby Est, c'est près de 2000 ménages qui ont été secourus

1600 ménages du camp des réfugiés centrafricains de Moussoumba dans la province du Moyen Chari reçoivent de **UNICEF TCHAD**, des kits d'urgence qui contribueront à l'amélioration de leurs conditions de vie. Ces kits financés par **Sida - Styrelsen för Internationellt Utvecklingsamarbete** et **UNICEF**, sont composés de couvertures, nattes, moustiquaires, ustensiles de cuisine, pagnes, savons, gobelets, seaux et bidons.

200 ménages affectés par les inondations à Bongor, ont reçu ce matin des kits d'urgence fournis par l' **UNICEF**. Ces kits, constitués de bâches, couvertures, nattes, moustiquaires,

ustensiles de cuisine, bidons, gobelets, savons, serviettes hygiéniques, pagnes et vêtements pour enfants, ont été acquis grâce au soutien financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement **Sida - Styrelsen för Internationellt Utvecklingsamarbete**. La remise a été effectuée par M. Passalé Kanabé Marcelin, Ministre de l'Eau et de l'Énergie, M. Abdelkerim Seid Bauche, Gouverneur de la province du Mayo Kebbi Est, et Dr Francois Batingaya, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Tchad, en présence de Dr Marcel S. Ouattara, Représentant par intérim de **UNICEF TCHAD**.



Tchad - Atelier National de Planification de la Réponse Humanitaire (HNRP) 2025

29 octobre 2024, Hôtel La Residence N'Djaména



Le Tchad anticipe et prépare son plan de réponse Humanitaire 2025

Le Tchad, à travers le **Ministère de l'Action Sociale de la Solidarité et des Affaires Humanitaires** et les acteurs humanitaires, a lancé ce 29 octobre au cours d'un atelier, le processus de planification des réponses humanitaires pour l'année 2025. L'objectif est de définir, d'un commun accord, les priorités en termes de besoins humanitaires, d'analyser les vulnérabilités sous différents angles sectoriels, prenant en compte la programmation de développement dans le cadre Nexus humanitaire-développement-paix et enfin d'estimer le budget pour une réponse efficace et holistique aux crises tout en garantissant les ressources à mobiliser. L'Atelier National de Planification de la Réponse Humanitaire a permis d'élaborer et de valider le Plan de réponse humanitaire pour l'année 2025. "Les conclusions auxquelles vous êtes parvenus témoignent, à elles seules, de la qualité des contributions des uns et

des autres et nous ne pouvons que nous en réjouir", a affirmé la Ministre en charge des Affaires Humanitaires.

En effet, selon les conclusions des travaux, au titre de l'année 2025, il ressort une estimation de 7,8 millions de personnes qui auront besoin d'une assistance humanitaire. C'est en considération d'une certaine proportion des personnes affectées par les inondations.

Par ailleurs, le Tchad aura besoin d'un milliard 487 millions de dollars pour financer ses activités dans le domaine en 2025. "J'affirme avec la plus grande assurance que, les partenaires financiers, comme d'habitude seront à nos côtés pour nous permettre d'atteindre nos objectifs. Pour cela, nous devons ensemble redoubler nos efforts pour une mobilisation plus accrue des ressources au titre de l'année 2025, souligne la Ministre Fatimé BOUKAR KOSSEI.



Comité de pilotage du cadre de coopération UNSDCF 2024-2026

Le gouvernement et les Nations Unies au Tchad ont tenu ce matin la toute première réunion du comité de pilotage du Cadre de coopération du système des Nations Unies pour le développement durable du Tchad (UNSDCF) pour la période 2024-2026.

Cette réunion du comité de pilotage a pour objectif d'orienter et de coordonner la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du cadre de coopération, et de valider les plans de travail conjoints 2024 du cadre de coopération (UNSDCF 2024-2026).

Ouvrant la réunion, le Coordonnateur résident des Nations unies, Dr François Bataingaya, a indiqué que le plan cadre de coopération UNSDCF vise à renforcer la coordination, la cohérence et la synergie des interventions des Fonds, Programmes et Agences spécialisées des Nations unies pour accompagner le Tchad dans la réalisation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable.

Pour la ministre déléguée en charge du Plan, Mme Fatimé Acyl, dans son allocution a apprécié les résultats des réalisations du

cadre de coopération (UNDAF 2017-2023) et a invité l'assistance à donner leurs avis sur les plans de travail conjoints 2024 du cadre de coopération (UNSDCF 2024-2026) qui est en parfaite adéquation avec le programme de société du Chef de l'État érigé en 12 chantiers et 100 actions.

Au cours de la réunion, l'auditoire a bénéficié de présentations sur les résultats obtenus dans le cadre de coopération 2017-2023, soit une dépense totale de : 3,1 milliards de dollars dépensés, avec une évolution constante chaque année : 1,2 milliard de dollars pour les activités de développement et 1,9 milliard de dollars pour l'aide humanitaire.

Le cadre de coopération UNSDCF 2024-2026 lancé en janvier 2024, qui cible 4 résultats stratégiques : - les services sociaux de base de qualité ; - le système alimentaire ; - la gouvernance, la paix et la sécurité ; et enfin, la croissance économique inclusive, a pour un budget global de 915 169 320 USD a été prévu pour 2024, dont 382 220 107 USD sont disponibles et un déficit de 532 948 213 USD reste à combler.





Les partenaires financiers du UN Peace Building Funds en mission officielle au Tchad

La délégation des partenaires financiers du **UN PeaceBuilding Fund - PBF Chad**, conduite par la Sous Secrétaire générale des Nations Unies en charge de la consolidation de la paix Mme Elizabeth Spehar a séjourné au Tchad du 20 au 25 octobre dernier. Au cours de cette mission la délégation a rencontré les plus hautes autorités, avant de se rendre à Abéché, dans la province du Ouaddaï et celle du Lac. A Abéché, l'équipe a été reçue par les gouverneurs du Ouaddaï et du Sila, avant de visiter les projets financés par le Fonds du Secrétaire général de l'ONU pour la consolidation de la paix.

Dans la même journée, la délégation a officiellement lancé le projet « Renforcement de la cohésion sociale entre les communautés hôtes, les rapatriés et les réfugiés ». Pour le Gouverneur du Ouaddaï, M. Ali Bachar, les trois provinces du Ouaddaï, du Wadi-Fira et du Sila sont confrontées

depuis longtemps aux conséquences des défis sécuritaires et frontaliers, ainsi qu'aux crises liées au changement climatique. Ces différentes crises appellent à plus d'investissement et d'innovation dans les moyens de consolider et de pérenniser la paix », a-t-il déclaré. Mme Elisabet Sephar, Sous-Secrétaire générale des Nations unies en charge du Bureau de la consolidation de la paix, a salué les efforts des autorités nationales et locales, des chefs traditionnels et religieux, et des communautés elles-mêmes, pour répondre aux nombreux défis qui menacent la stabilité et la cohésion sociale dans les provinces du Ouaddaï, du Wadi-Fira et du Sila. Pour elle, la solidarité, l'hospitalité et la résilience dont font preuve les autorités et les populations sont un exemple pour la communauté internationale, et deviennent des qualités de plus en plus rares et importantes dans le contexte actuel.

Une mission conjointe des Représentants spéciaux de l'UNOCA et de l'UNOWAS

Les représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale (#UNOCA) M. Abdou Abbary et pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (#UNOWAS) M. Leonardo Santos Simao sont en mission conjointe au #Tchad. L'objectif de cette mission conjointe de haut niveau est de réaffirmer le soutien des Nations Unies aux efforts des pays du bassin du lac Tchad (Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria) pour mener des négociations politiques et des efforts de médiation ; et pour relever les principaux défis régionaux, notamment la menace que représentent les groupes armés et les terroristes pour la sécurité régionale.

Au cours de la journée du lundi 12 novembre, la délégation s'est d'abord entretenue avec le chef du gouvernement, l'ambassadeur Allah-Maye Halina, premier ministre et chef du gouvernement. Au cours de cette audience, les discussions ont porté sur les objectifs de la mission, à savoir renforcer la coopération existante entre les Nations Unies et le Tchad, et entreprendre un plaidoyer politique de haut

niveau pour soutenir la volonté politique nécessaire pour relever les défis sécuritaires et humanitaires dans la région. S'adressant au chef du gouvernement, M. Abdou Abarry a présenté ses condoléances aux autorités tchadiennes, au peuple tchadien et aux familles endeuillées, et a rendu hommage à la mémoire des soldats qui ont perdu la vie à la suite des attaques de groupes armés non étatiques qui ont eu lieu récemment dans la province du Lac. Immédiatement après l'audience avec le Premier ministre, les deux délégations ont rencontré le Haut Représentant de l'Union Africaine au Tchad, M. Basile Ikouébé, et le Secrétaire exécutif de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), qui est également chef de mission de la Force multinationale mixte (FMM), l'Ambassadeur Mamman Nuhu. Les deux réunions ont porté sur le renforcement du plaidoyer conjoint de haut niveau entre les Nations Unies et la CBLT afin d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie régionale révisée de stabilisation du bassin du lac Tchad.



\$58 millions de dollars, soit **35** milliards de FCFA des fonds pour la Consolidation de la PAIX que le Secrétaire général de l'ONU a accordé au Tchad, en soutien à la **bonne gouvernance**, au **renforcement de l'état de droit**, au **renforcement des relations** entre les acteurs étatiques et non étatiques et au **renforcement de la résilience** des communautés vulnérables.



M. Christian Saunders a ensuite encouragé les autorités locales pour leur leadership et le rôle vital qu'elles jouent dans la protection des femmes et des filles contre l'exploitation et les abus sexuels, et a appelé les organisations humanitaires à renforcer les activités de prévention au sein des communautés.

Après ce moment de civilité, la délégation s'est rendue à la frontière sur les traces des réfugiés fuyant les hostilités au Soudan. M. Christian Saunders a commenté : « Je suis très ému de voir le parcours de ces milliers de personnes qui ont fui la guerre pour trouver refuge au Tchad. Avec tout ce qu'ils ont enduré sur les routes pour sauver leur vie, ils méritent d'être traités avec dignité et respect. » La délégation a aussi visité le Centre Intégré de Services Multisectoriels (CISM) d'Adré, un espace mis en place par des humanitaires pour assister et soigner les survivants de VBG et d'EAS, offrant des soins médicaux intégrés, un soutien psychosocial, une assistance juridique et bien d'autres choses encore.



La visite de M. Christian Saunders au Tchad redonne sourire aux réfugiés, rapatriés et la communauté hôte

M. Christian Saunders, Coordonnateur spécial pour l'amélioration de la réponse des Nations Unies à l'exploitation et aux abus sexuels, séjourne au Tchad pour visite officielle. Ce matin, il a rencontré les plus hautes autorités du pays.

Bagari, représentant la Ministre du **Ministère de l'Action Sociale de la Solidarité et des Affaires Humanitaires** Mme **Fatimé Boukar Koussei**. Il a tout d'abord félicité le gouvernement pour ses efforts en faveur des réfugiés et son multilatéralisme. Le Tchad est un bon exemple dans le domaine des affaires humanitaires a travers son hospitalité envers les réfugiés », a-t-il déclaré.

Il a été reçu en audience par le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, S.E. M. **Koulamallah Abderaman**. Au cours de l'audience, les deux personnalités ont discuté des moyens d'améliorer la protection des réfugiés au Tchad, notamment en ce qui concerne les risques d'exploitation et d'abus sexuels. Il a ensuite réitéré l'engagement des **United Nations** à travailler avec le gouvernement pour améliorer les mécanismes de signalement et de réponse aux abus, ainsi que l'importance de sensibiliser les communautés aux droits des réfugiés et aux ressources disponibles pour signaler les incidents.

Pour le coordonnateur spécial: « Nous devons faire de notre mieux pour soigner les victimes et poursuivre les auteurs », ajoute M. Christian SAUNDERS. Selon M. SAUNDERS, un accord visant à prévenir et à combattre la violence fondée sur le sexe, en particulier l'exploitation et les abus sexuels, devrait être envisagé. Cet accord permettra de renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité.

Suite à cette visite, M. Christian Saunders et sa délégation ont rencontré le Ministre d'Etat, **Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance** Mme **Amina Priscille Longoh**. Au cours de cette rencontre, la délégation de Christian Saunders a eu des échanges fructueux sur les questions des droits et de la protection des femmes et des filles.

Poursuivant sa visite au Tchad, la délégation de M. Christian Saunders, Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé de la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, s'est rendue à Adré, près de la frontière soudanaise, le 10 décembre 2024. A son arrivée, la délégation a présenté ses civilités aux autorités, en particulier au préfet de la ville, le général de brigade Oumar Borkou Bourma, et à ses administrateurs, et a profité de l'occasion pour les féliciter pour les services qu'ils ont rendus aux réfugiés et aux rapatriés, malgré des ressources limitées.

Pour terminer la journée, la délégation de M. Saunders a également rencontré le Secrétaire Général du Ministère, M. **Mahamat Abdelkerim**



Le Tchad a célébré avec faste, la 79ème Journée des Nations Unies

Le gouvernement du Tchad et le système des Nations Unies ont célébré la Journée des Nations Unies ce 24 octobre, date anniversaire de l'adoption de la Charte des Nations Unies, sous le thème : « Ensemble, relevons le défi de l'AVENIR, pour un monde prospère au-delà de 2030 ». Ce fut l'occasion pour le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, M. Abderaman Koulamallah, de réaffirmer l'engagement du Tchad à soutenir le Programme Commun des Nations Unies, les Objectifs de Développement Durable et tous les principes de l'ONU. Le Coordonnateur résident des Nations Unies et Coordinateur Humanitaire, Dr François Batalingaya, a déclaré que, pour que notre monde soit plus juste, plus pacifique et plus durable, nous devons unir nos forces pour relever les défis mondiaux et construire un avenir où personne ne sera laissé pour compte.



Validation Technique du Plan d'Action National de Lutte contre la Traite des Personnes au Tchad



Du 27 au 28 novembre dernier, s'est tenu atelier de deux jours consacrés à la validation technique du Plan d'Action National de Lutte contre la Traite des Personnes au Tchad s'est clôturé aujourd'hui à N'Djamena. Organisé par l'OIM en collaboration avec le gouvernement tchadien, cet événement a rassemblé des représentant-e-s du gouvernement, des institutions de sécurité, de la société civile et des partenaires internationaux.

Sous la présidence du Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes, l'atelier a permis de définir des axes d'intervention prioritaires pour lutter contre la traite des personnes.

« Cet atelier est une étape cruciale pour coordonner nos efforts et garantir que chaque action contribue à une protection renforcée des victimes et à la prévention de ce crime odieux », a déclaré M. DJOBOLANGUI Nathaniel, Directeur des Études et du suivi des accords du Ministère de la Justice et des Droits Humains au Tchad.

Le plan d'action validé à l'issue de cet atelier permettra de :

- Identifier les priorités en matière de lutte contre la traite des personnes au Tchad;
- Mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des actions efficaces;
- Coordonner les actions de tous les acteurs

impliqués (gouvernement, société civile, partenaires techniques et financiers).

L'OIM au Tchad salue le partenariat étroit avec le gouvernement tchadien et les autres acteurs impliqués dans la lutte contre la traite des personnes. « Ce plan d'action est d'une importance capitale pour mieux coordonner nos efforts et apporter une réponse globale à ce phénomène complexe », a souligné M. Pascal REYNTJENS, Chef de Mission de l'OIM au Tchad.

La traite des personnes, alimentée par la migration irrégulière et les vulnérabilités économiques, reste un défi majeur dans la région. Le Tchad, avec son vaste territoire et ses dynamiques migratoires, est particulièrement exposé à ce phénomène. Dans ce contexte, Le gouvernement tchadien a pris des engagements forts pour lutter contre la traite des personnes. La mise en place d'un cadre juridique et institutionnel solide, avec notamment l'ordonnance 06 de 2018 et la loi 12, témoigne de cette volonté politique. Le plan d'action validé techniquement sera désormais soumis aux autorités Tchadienne pour approbation finale. Par la suite, il servira de feuille de route pour la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la traite des personnes au Tchad.

Lancement officiel de la phase à impact rapide du projet de résilience et de développement territorial au Tchad, RESITCHAD à Faya

La phase à impact rapide du projet RESITCHAD (Résilience et Développement Territorial du Tchad) a été officiellement lancé à Faya, en présence des autorités locales, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des habitant-e-s. Cette initiative du gouvernement du Tchad, financé la Banque mondiale et mis en œuvre par l'OIM dans les provinces du Borkou, de l'Ennedi Est, de l'Ennedi Ouest et du Tibesti, vise à renforcer la résilience des communautés locales face aux défis climatiques, et améliorer leur accès aux services de base en soutenant l'économie locale.

Une approche participative au cœur du projet

Lors des échanges de concertation avec la société civile, les communautés locales, en particulier les femmes, les jeunes et les leaders traditionnels, ont exprimé leurs attentes et leurs priorités, notamment en matière d'accès à l'eau potable, à l'éducation, aux soins de santé et l'appui à l'autonomisation économique au travers le renforcement des micros-projets. Les acteurs locaux ont ainsi été invités à

s'impliquer activement dans la mise en œuvre de RESITCHAD, comme le souligné le Gouverneur de Faya, SE Mr Djimta Ben-Dergon, "j'invite les communautés locales à s'approprier ce projet et à ménager aucun effort pour sa réussite, car les communautés locales sont au cœur de ce projet pour le développement du Tchad".

Lors de la cérémonie officielle de lancement, le Ministre et Secrétaire d'État aux Finances et au Budget, SE Mr Ali Djadda Kampard, a rappelé que ce projet s'inscrivait pleinement dans la vision du Président de la République du Tchad visant à garantir l'accès aux services de base à tous les citoyens. Mr Mahamat Nahar Youssouf, Coordinateur du RESITCHAD est également revenu sur les enjeux actuels auxquels réponds le RESITCHAD : "Ce projet répond aux défis auxquels fait face la région, notamment en matière de vulnérabilité et d'accès aux services de base. Les investissements réalisés permettront d'améliorer l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation et de créer des opportunités économiques".



Déparasitage et vaccination des animaux des ménages victimes des inondations dans le Mayo-Kebbi Est



A travers son Programme de Renforcement de la Résilience des Systèmes Alimentaires « le goût de la vie » (P2RSA), financé par l'Union Européenne et mise en œuvre par la FAO et le PAM, le projet vise à renforcer la résilience des chaînes de valeur et des populations rurales face aux multiples chocs et crises multidimensionnels récurrents qui limitent le développement socio-économique du Tchad.

Le Tchad est confronté à des crises alimentaires et nutritionnelles de plus en plus récurrentes et longues sur une partie de son territoire, causées par des facteurs structurels et interdépendants (pauvreté, démographie, dégradation des ressources naturelles, changements climatiques, conflits, etc.). Ces facteurs impactent progressivement la résilience de la société et nuisent aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables.

Le « Programme de renforcement de la résilience

des systèmes alimentaires « le goût de la vie » (P2RSA) » (UNJP/CHD/051/EC) a pour objectif non seulement de contribuer au développement des filières agrosylvopastorales, mais également de renforcer la résilience des populations rurales, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, ainsi que de diversifier et accroître leurs revenus dans un environnement de paix et de cohésion sociale. En lien avec les activités son objectif spécifique 1 (OS1 - Améliorer la résilience des populations bénéficiaires directes du programme aux chocs alimentaires via la mise en œuvre de plans de graduation dans les zones du programme), il a été prévu l'activité 1.1.5. Appui pour l'amélioration de la santé et l'alimentation du bétail. Cela comprend l'appui à la lutte contre les cinq principales maladies récurrentes au Tchad, à savoir : la Péripleumonie contagieuse bovine (PPCB), le Charbon Bactérien, le Charbon Symptomatique, la septicémie hémorragique et la Peste des petits ruminants (PPR).

La province du Mayo-Kebbi Est (MKE) est l'une des provinces du Sud du pays qui est la plus affectée par les inondations catastrophiques survenues cette année 2024. Le bilan de ces inondations, à ce jour, compte 36 373 ménages (218 238 personnes) affectés et 3 décès enregistrés. Les destructions et pertes constatées comprennent 17 811 maisons et 22 213 hectares de champs. En outre, et pour ce qui concerne l'élevage, 55 322 têtes de bétail ont été englouties.

La communauté internationale s'est mobilisée, en appui au gouvernement, pour faire face à cette situation et apporter la réponse la plus appropriée qui soit pour atténuer les effets de ces inondations. Du point de vue de la santé animale, et face à cette situation qui constitue un risque élevé de problème de santé publique vétérinaire à venir, notamment l'existence des champs maudits augmente le risque de survenue de flambée de charbon bactérien d'où la nécessité de sécuriser ces champs et de vacciner les cheptels pour rompre la propagation. A cet effet il convient de réagir et anticiper la propagation de cette maladie, d'autant que les êtres humains peuvent aussi la contracter. Au regard de ce qui précède, la FAO, de par son mandat, et à travers le projet P2RSA a mobilisée ses deux cliniques vétérinaires mobiles pour vacciner systématiquement tous les animaux et déparasiter les femelles gestantes et / ou laitières et les animaux faibles issus des ménages victimes des inondations dans la Province du Mayo-Kebbi Est (MKE).

pour Abdelkerim SEID BAUCHE, Gouverneur de la Province du Mayo-Kebbi Est : « c'est avec un réel plaisir que je viens procéder ce matin au lancement avec le Représentant de la FAO de la campagne de vaccination contre ces maladies infectieuses qui provoquent des mortalités élevées chez les ruminants et dont certaines sont transmissibles à l'homme. L'élevage est un des secteurs pour lequel, des moyens importants sont mobilisés par l'Etat avec le concours de ses partenaires pour son amélioration dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et augmenter les revenus générés par ce secteur. Des phénomènes comme l'ampleur des inondations de cette année peuvent facilement

réduire à néant ces efforts et paralyser un pan important de l'économie nationale avec des répercussions négatives sur les revenus des éleveurs et les moyens de production des agropasteurs. La vaccination pour améliorer la santé animale et toutes les activités en faveur de ce secteur, cadrent bien avec les objectifs du développement durable et la Vision 2030 « le Tchad que nous voulons » prônés par le Gouvernement dirigée par Son Excellent Mahamat Idriss DEBY Itno, Président de la République, Chef de l'Etat.

Selon le Représentant a.i de la FAO, Marc Mankoussou, la vaccination des animaux joue un rôle important dans la gestion de la santé animale. La prévention est donc essentielle pour se protéger contre la transmission des maladies pouvant affecter les cheptels et garantir la préservation des moyens de subsistance des éleveurs. C'est maintenant qu'il faut Agir, Agir et passer à l'action de façon urgente et coordonnée, à l'effet de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et soutenir les actions du monde rural et protéger les moyens d'existence des petits producteurs déjà vulnérables. La réponse durable à une telle crise nécessite une approche d'intervention holistique et intégrée promus par les partenaires techniques et financier en particulier la FAO qui est un partenaire stratégique du Gouvernement en matière de développement durable du secteur de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de l'Environnement. Il faut noter que pour cette intervention urgente d'une durée de 7 jours, qui sera réalisée en parfaite collaboration avec le Ministère de l'Elevage et de la Production Animale, la FAO a mobilisé pour la circonstance :

- **Deux cliniques mobiles équipées pour les actes vétérinaires ;**
- **200 000 doses des vaccins contre le Charbon bactérien ;**
- **200 000 doses des vaccins contre le charbon symptomatique ;**
- **200 000 doses des vaccins contre la septicémie hémorragique ;**
- **Des déparasitants, des Antibiotiques et anti inflammatoire ;**
- **Produits pour le traitement des plaies.**



Extrait du message du Représentant du HCDH Tchad à l'occasion de la Journée Internationale des Droits de l'Homme.

« Les Droits de l'Homme sont pour tout le monde et partout. Nous devons nous mobiliser pour que les droits de l'Homme soient une réalité au Tchad comme ailleurs. Et tout le monde doit apporter sa pierre à l'édifice : le Gouvernement du Tchad doit faire un peu plus d'efforts, par rapport à ce qui est fait jusque-là, le Gouvernement du Tchad doit encore faire un pas avant, par exemple en adoptant la loi sur les Défenseurs de DH qui est déjà rédigée et qui ne reste qu'à être politiquement adoptée. Ça c'est un exemple. La Société Civile également doit faire des pas en renforçant davantage ses capacités et son expertise ; la Commission Nationale de Droits de l'Homme (CNDH) doit également faire des pas en étant beaucoup plus à disposition des populations, plus de services. Et nous même, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, nous sommes engagés aux côtés du Gouvernement du Tchad, aux côtés de la Société Civile, aux côtés de la CNDH, aux côtés de tous les partenaires pour pouvoir faire avancer les DH au Tchad afin qu'un meilleur avenir puisse être une réalité pour les DH au Tchad. »

Célébration et lancement de la campagne « Nos droits, notre avenir, maintenant. »

Le 10 décembre de chaque année, le Tchad, à l'instar des pays du monde entier, célèbre la journée mondiale des Droits de l'Homme. C'est un événement en mémoire de l'adoption en 1948 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui est la mère de toutes les conventions internationales relatives aux Droits de l'Homme. **Nos droits, notre avenir, maintenant**, c'est le thème retenu pour sensibiliser sur cette thématique durant toute l'année.

Pour commémorer cette journée et lancer la campagne **Nos droits, notre avenir, maintenant**, le Bureau pays du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) conjointement avec le Ministère de la Justice et des Droits Humains ont organisé deux activités phares à savoir :

-Une séance de sensibilisation sur les Droits de l'Homme avec les étudiants des Universités publiques et privées ainsi que ceux des grandes écoles dans la matinée du 10 Décembre au CEFOD. C'est le mot de circonstance du Représentant du HCDH Tchad qui a porté le public dans la cérémonie. Après le souhait de bienvenue et les remerciements, il a rappelé l'historique de la commémoration de cette journée liée à la

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'objectif de cette activité qui est celui d'amener le public cible à écouter et discuter des questions de Droits de l'Homme, d'être sensibilisés sur ces questions, voire de susciter des vocations. Sur fond de diffusion du message du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme Volker Türk, d'un film institutionnel sur le HCDH Tchad et de séquences d'animations, le clou de la cérémonie est le jeu-concours ayant permis aux étudiants de mesurer et/ou de recycler leurs connaissances en matière de Droits de l'Homme et aussi sur le HCDH. Cette activité s'est achevée par des questions-réponses portant en grande partie sur le droit humanitaire international, le mandat et le fonctionnement du HCDH.

-Un café débat avec un public sélectionné, composé des Défenseurs de Droits de l'Homme, de syndicalistes, des autorités civiles, militaires et judiciaires, de responsables d'associations, de partenaires techniques et financiers dans l'après-midi à l'hôtel Radisson Blu en présence du Représentant du HCDH, du Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et du Directeur des Droits Humains du Ministère de la Justice et des Droits Humains.

La nouvelle campagne **Nos droits, notre avenir, maintenant**, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que les réalisations et efforts du Gouvernement pour protéger et promouvoir les Droits de l'Homme étaient au cœur des débats et des interventions des officiels. Après la diffusion d'une vidéo sur les réalisations du HCDH, des messages de plaidoyer ont été également adressés à l'institution pour appuyer la vulgarisation des textes de loi et du concept de Droits de l'Homme auprès des populations à la base et le renforcement des capacités des autorités traditionnelles.

A noter que lors de ces rencontres, le slameur Saïba et les comédiens de la Compagnie théâtrale Hadre Dunia ont tenu en haleine le public avec des messages percutants appelant chacun de nous à s'impliquer dans la promotion et la protection des droits de l'Homme.

A part ces activités, la commémoration de cette journée et le coup d'envoi de la campagne a été également marquée par la diffusion des messages de sensibilisation sur les médias traditionnels et les réseaux sociaux ainsi qu'à travers des panneaux publicitaires.



“ Sur le chemin des droits” JMS 2024, mobilisation exceptionnelle des jeunes et des influenceurs



Environ un quart des nouvelles infections à VIH au Tchad en 2023 ont concerné des jeunes (14-24 ans), soulignant le besoin urgent d'initiatives ciblées de prévention, d'éducation et de soutien.

En 2024, la Journée mondiale du SIDA (JMS) a été célébrée avec une mobilisation sans précédent des associations dirigées par les jeunes (YALI, Club Only family, ODD lab , le RJDLT et le réseau des U-reporters) à travers le Tchad sous le lead de l'équipe conjointe du Système des nations Unis contre le VIH. Sous le thème « SUR LE CHEMIN DES DROITS », les jeunes leaders ont conduit une sensibilisation massive à travers divers réseaux sociaux à travers les frames sur Facebook, U-report, Tik Tok, des sessions de sensibilisation et de dépistage du VIH dans les écoles (coraniques, publiques), dans les lycées et les universités fournissant à de nombreux jeunes des informations et des tests cruciaux. Les centres de jeunesse ont également accueilli des activités dynamiques, notamment des concours, café débat, des représentations théâtrales et des événements culturels qui ont attiré de grandes foules.

Des discussions éducatives, des émissions de radio et des cafés-débats ont abordé les questions liées au VIH/SIDA de manière interactive et engageante. Plus de 11990 adolescents et jeunes ont été touchés par les messages de sensibilisation avec plus de 2937 à travers les réseaux sociaux, 3653 à travers la sensibilisation de proximité ayant permis le dépistage de 662 adolescents et jeunes.

Les réseaux sociaux ont été inondés de messages de sensibilisation, grâce à la participation active des influenceurs et des jeunes utilisant leurs plateformes pour atteindre un public plus large. Plus de 44106 de vue ont été enregistrés pour les vidéos élaborés par les influenceurs Tchadiens qui ont prêté leurs voix pour la cause du droit.

La sensibilisation s'est étendue également aux hommes de transport. En effet, à N'Djamena, les taxis-motos ont organisé un défilé, sensibilisant leurs pairs et le grand public à travers la ville.

Cette initiative a démontré l'engagement des jeunes et des influenceurs tchadiens dans la lutte contre le VIH/SIDA, mettant en lumière leur détermination à créer un avenir où la santé et les droits humains sont primordiaux.



Rôle des médias, dans la prévention du VIH



En reconnaissance de la Journée mondiale du sida et des 16 jours d'activisme contre la violence sexiste, l'ONUSIDA Tchad, en partenariat avec le CNA, le ministère de la Femme et ONU Femmes, le FNUAP, l'UNICEF et le PNUD, a organisé un café de presse dynamique sur le thème « Les femmes, les jeunes et les adolescents : Unis contre la violence liée au sexe et le VIH/sida pour des droits de l'homme intégrés ». Cet événement a galvanisé les professionnels des médias, les personnes influentes et les partenaires,

en mettant en évidence l'intersection critique entre la violence basée sur le genre (VBG) et le VIH. Il a mis en évidence le besoin urgent d'une approche fondée sur les droits de l'homme pour s'attaquer à ces problèmes. Les participants ont été appelés à l'action, s'engageant à mener un plaidoyer sans relâche et des campagnes de sensibilisation continues pour s'assurer que le Tchad reste ferme dans sa poursuite des droits de l'homme dans la lutte contre le VIH et la violence basée sur le genre.

Viure positivement avec le VIH pour les adolescents et jeunes VIH+ “GUERIR PAR ART”



ONUSIDA Tchad, le CNLS, Le PSLSH/IST, Le CLAC, le réseau EVA ont participé à la 4e édition des journées culturelles dénommées Guérir par l'ART organisées par le “Club Only Family”, une organisation de la société civile dirigée par les adolescents et jeunes qui œuvre dans le domaine de la santé et VIH. Ces journées culturelles avaient pour but de stimuler et renforcer la créativité, découvrir les talents cachés, créer un espace d'échange entre les membres du club afin de

renforcer le vivre positivement et la cohésion sociale. Ces 4 jours ont permis à 120 membres du Club, tous vivant avec le VIH, et les parents de participer à divers ateliers de dessin et art plastique, chants, danse et hip hop, etc., facilités par les artistes du centre Talino Manou de Ndjamen. Le président du club dans son allocution de clôture a remercié ONUSIDA de leur avoir permis de retrouver une nouvelle famille qui leur permet de s'épanouir et renforcer leurs talents.

Semaine de la prise en charge intégrée de l'enfant dans les districts sanitaires nord et sud de N'Djamena



Le Spectrum Tchad 2024 souligne l'urgence de s'attaquer au VIH pédiatrique, seuls 30 % des enfants vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement. ONUSIDA Tchad a mobilisé les partenaires pour un nouvel engagement en faveur de l'Agenda 2030 pour les enfants. À N'Djamena, ONUSIDA, en collaboration avec le réseau EVA, le PLSH/IST, la délégation de santé de N'Djamena, les co-sponsors, l'Association des pédiatres du Tchad, a lancé une campagne d'identification active des enfants pour le VIH, la tuberculose, les hépatites B/C, la malaria et la malnutrition dans les districts Nord et Sud de Ndjamen. Les principales activités ont consisté à sensibiliser les communautés par l'intermédiaire des leaders communautaires, à identifier activement les enfants à toutes les portes d'entrée, à organiser des consultations gratuites par les pédiatres associés à des médecins généralistes. Les consultations hebdomadaires sur une période de trois mois dans chaque district ont permis de toucher au total 1873 de 0-15 ans. L'offre de services intégrés (guichet unique avec accès aux

médicaments) a permis d'identifier 9 enfants positifs au VIH mis sous traitement, 13 enfants atteints d'hépatites B/C référés pour la prise en charge, traités 352 enfants pour paludisme, de prendre en charge 222 cas de malnutrition, d'identifier 3 cas suspect de Tuberculose et 24 cas d'enfants non vaccinés. Les 16 cas d'anémie sévère ont bénéficié d'une prise en charge. Cette intervention a été l'opportunité pour les pédiatres de renforcer les capacités des médecins généralistes sur la prise en charge intégrée de l'enfant. 62 professionnels de santé coachés sur la prise en charge globale de l'enfant et la prise en charge pédiatrique du VIH, talon d'Achille de la réponse au Tchad.

Les résultats de ce projet pilote vont permettre de renforcer le plaidoyer en faveur d'une intégration de l'offre de soins, d'un engagement politique fort, d'un soutien financier et d'une mobilisation de la communauté pour la mise en œuvre de la feuille de route de l'alliance globale pour mettre fin au Sida chez l'enfant.

ONUSIDA et le CNLS lancent le processus de la réponse dirigée par la communauté (CLM) avec le soutien des organisations de la société civile



ONUSIDA, en collaboration avec le Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS), sous le lead de l'ONG base et la collaboration de diverses organisations de la société civile, a officiellement lancé le processus de Community-Led Monitoring (CLM) pour le VIH, la tuberculose et la malaria. Cette initiative vise à renforcer et coordonner la réponse communautaire face à l'épidémie du VIH/Sida, la lutte contre la tuberculose et la malaria au Tchad.

L'appui technique d'un consultant international mis à disposition de la société civile sous le lead de l'ONG Base a permis de mener une série de

consultations approfondies avec les parties prenantes. Une évaluation approfondie des capacités et des besoins des organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre les trois maladies a été effectuée. Pour donner suite à cette évaluation, une feuille de route détaillée du CLM a été élaborée. Celle-ci met en avant les stratégies et les actions prioritaires pour une réponse dirigée par la communauté, visant à améliorer l'accès aux services de prévention, de traitement et de soutien pour les personnes vivant avec le VIH ainsi que pour la tuberculose et la malaria.



Formation des formateurs en Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PEAS)



La coordination inter-organisation de la PEAS au Tchad vient de renforcer les capacités d'une cinquantaine de points focaux d'agences des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales nationales et internationales sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PEAS).

L'objectif de cette formation de formateurs était de mettre en place une équipe d'experts formateurs en PEAS capables de soutenir efficacement l'amélioration des normes minimales de fonctionnement (IASC M.O.S) en PEAS au sein des organisations et programmes/projets, y compris un soutien spécifique à la formation pour d'autres organisations, notamment les ONG/OSC nationales du Tchad.

Pendant cinq jours, les participants de différentes provinces du Tchad ont vu leurs capacités renforcées en termes de PEAS sur l'impact de l'abus de pouvoir et du non-respect de la pleine dignité des personnes sur les bénéficiaires et les

communautés, ainsi que sur la responsabilité du personnel qui apprend à identifier l'EAS et le harcèlement sexuel, à recevoir des plaintes d'Exploitation d'Abus Sexuel (EAS) et à le transmettre de manière appropriée, conformément aux normes et procédures. Au cours de la formation, les participants ont également exploré l'impact que l'EAS peut avoir sur les individus, les organisations et les communautés, et ont surtout compris les questions de pouvoir et d'inégalité entre les sexes et leurs liens avec l'EAS.

En clôturant les travaux, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, Dr François Batalingaya, a félicité l'équipe de coordination du PEAS Tchad pour avoir franchi cette étape importante dans le renforcement des capacités des professionnels des organisations, qui seront désormais des ambassadeurs pour sensibiliser les travailleurs humanitaires et de développement aux conséquences de l'EAS sur les bénéficiaires. Pour lui, cette poignée d'experts contribuera à réduire le nombre de cas d'EAS au Tchad.

Des enquêteurs et investigateurs formés sur les cas d'exploitation et les abus sexuels



Au Tchad, la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels est une priorité pour les autorités. Pour mener à bien cette tâche délicate, il est essentiel de former des enquêteurs compétents et spécialisés dans la détection et la résolution de ces crimes. Le programme Inter-Organisation de la Protection contre l'Exploitation et les abus sexuels (PSEAS) au Tchad a lancé ce matin un atelier de formation pour les enquêteurs en charge des cas d'exploitation et d'abus sexuels. D'une durée de cinq jours, cette formation pour les enquêteurs comprend généralement des modules sur la psychologie des victimes, la collecte de preuves, les techniques d'interrogatoire, la législation en vigueur sur les crimes sexuels, ainsi que la sensibilisation aux causes et conséquences de ces actes. En ouvrant la cérémonie, l'intérimaire du Coordonnateur Résident des Nations Unies et Humanitaire Mme Yewandé Odia a informé l'assistance que le Tchad est classé comme un

pays à haut risque d'EAS selon l'indice multidimensionnel de risque d'exploitation et d'abus sexuels. Elle a ajouté que les cas d'exploitation sexuelle sont sévèrement punis et que la sensibilisation sur le terrain doit être intensifiée et renforcée, d'autant plus que les mécanismes de signalement nécessitent une réponse standardisée, cohérente, rapide et efficace, avec l'intérêt supérieur des survivants au premier plan. En outre, ces formations visent à renforcer la collaboration entre les différents acteurs de la justice pour assurer une réponse coordonnée et efficace aux cas d'exploitation et d'abus sexuels. Il est crucial que les enquêteurs travaillent en étroite collaboration avec les services sociaux, les organisations de défense des droits des victimes, les professionnels de la santé et les travailleurs humanitaires pour garantir une prise en charge complète des victimes.



Campagne chirurgicale de la cataracte au profit des réfugiés soudanais, des populations hôtes et des retournés tchadiens du Soudan



Dr Abdias Padja, ophtalmologue exerçant pour Dignité Internationale, plaide pour la poursuite de cette campagne chirurgicale : « je remercie le HCR pour son plaidoyer en faveur des bénéficiaires. Cependant, de nombreux patients attendent encore une intervention. Nous espérons mobiliser les ressources nécessaires pour organiser de nouvelles campagnes afin de soulager ces populations vulnérables ».

Dr Al-Khassim Amadaye, administrateur national en charge de la santé au bureau du HCR à Farchana, s'est également réjoui de l'impact de cette initiative : « cette première campagne à Adré a rapproché les services médicaux des bénéficiaires, réduisant ainsi les défis de manque de spécialiste et des soins spécialisés ». Cette campagne illustre l'engagement du HCR et de ses partenaires à répondre aux besoins essentiels de santé des réfugiés, des communautés hôtes et des retournés tchadiens. La cataracte est une opacification partielle ou totale du cristallin, altérant la vision et diminuant sa qualité. Elle affecte généralement les deux yeux et peut résulter du vieillissement, d'un traumatisme oculaire, de certains médicaments ou être congénitale.

Une campagne ophtalmologique de prise en charge de la cataracte organisée du 23 au 27 novembre 2024 à l'hôpital de district d'Adré (chef-lieu du département d'Assounga, province du Ouaddaï), a permis de consulter 2500 patients et d'en opérer 400, incluant réfugiés, populations hôtes et retournés tchadiens.

Cette campagne a été conduite par l'Organisation Non Gouvernementale Dignité Internationale et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), avec le soutien du district sanitaire d'Adré. S'inscrivant dans le cadre des initiatives de prise en charge médicale développées par le HCR et ses partenaires, cette campagne est la matérialisation du modèle de collaboration efficace entre ces trois entités pour résoudre un problème de santé publique que vivent les populations réfugiées, autochtones et retournés. Au cours de cette initiative solidaire, les patients ont bénéficié gratuitement des consultations, des interventions chirurgicales, des médicaments et d'une prise en charge alimentaire. Pour les réfugiés résidant sur les sites aménagés, le HCR a assuré leur transport aller et retour de leur site respectif vers l'hôpital de district d'Adré.

Le suivi postopératoire des patients sera assuré dans les centres de santé des sites aménagés de réfugiés ainsi qu'à l'hôpital de district d'Adré.

Mahamat Khamis, réfugié soudanais qui vit au site aménagé de Farchana depuis son arrivée au Tchad en 2003, a été opéré le 24 novembre 2024. Trois jours après, il a exprimé sa satisfaction en ces termes : « cette opération chirurgicale a permis d'améliorer nettement ma vision. Je peux désormais poursuivre aisément mes activités d'enseignant à l'école du camp de Farchana ».

Azahire Ahmat, réfugiée soudanaise, arrivée au Tchad en juin 2024, partage également son enthousiasme : « aujourd'hui, je peux distinguer de loin les hommes, des femmes qui m'ont accueilli. J'ai retrouvé la vue et je me sens en sécurité au Tchad. Ce sont deux raisons de ma plus grande satisfaction aujourd'hui ».

Le chef de bureau du HCR à Farchana, Blaise Bokundi a félicité cette collaboration exemplaire : « Cette campagne illustre parfaitement le pouvoir du travail en synergie entre le district sanitaire d'Adré, l'ONG Dignité Internationale et le HCR pour répondre à un problème de santé publique. En unissant nos efforts, nous avons pu apporter un soulagement significatif aux réfugiés soudanais, aux populations hôtes et aux retournés tchadiens du Soudan ». Et de conclure, « j'encourage vivement les organisations de bonne volonté à s'impliquer dans ce type d'initiatives, car l'ampleur des besoins dans la zone reste immense et requiert une mobilisation collective accrue ».



L'UNICEF soutien le gouvernement dans le renforcement du dispositif d'état civil



À l'occasion de la célébration de la Journée africaine de l'état civil le 10 août 2024 à N'Djaména, Jacques Boyer, Représentant de l'UNICEF au Tchad, a salué les avancées majeures dans le processus d'enregistrement des naissances.

Depuis 2023, 68 Guichets Uniques d'Enregistrement des naissances ont été mis en place dans toutes les provinces du pays par l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS). Ces guichets ont déjà délivré plus de 100 000 actes de naissance incluant le Numéro National d'Identification (NNI).

A cette occasion, l'arrêté portant création au sein du Ministère de la Sécurité Publique du Tchad d'une Coordination nationale chargée du système de l'état civil a été signé par le Ministre de la Sécurité Publique et par le Secrétaire d'État à l'Administration du Territoire, en vue d'atteindre l'enregistrement universel des naissances au Tchad, d'ici 2030.

L'UNICEF, partenaire clé de cette réforme, continue d'appuyer le Tchad dans ses efforts pour renforcer le système d'enregistrement des naissances, contribuant ainsi à bâtir un environnement plus inclusif pour chaque enfant au Tchad.

Don de matériel roulant au ministère de la Santé.

17 véhicules tout-terrain ont été officiellement remis le 31 juillet 2024 par l'UNICEF, au Ministère de la Santé Publique du Tchad. Cette dotation s'inscrit dans le cadre du "Projet de Renforcement des Services de Santé Maternelle et Infantile au Tchad", financé par la Banque Islamique de Développement.

Ce projet vise à améliorer la santé des mères et des enfants dans les provinces de l'Ennedi Est, du Mandoul et du Salamat, en facilitant l'accès aux services de santé de qualité, particulièrement dans les zones rurales et difficiles d'accès.

Grâce à ce nouveau matériel roulant, les équipes de santé pourront se déplacer plus facilement pour offrir des soins de proximité et répondre aux besoins sanitaires des communautés vulnérables.



Fin de Mission de Jacques Boyer, Représentant de l'UNICEF au Tchad.

Après trois années de service au Tchad, Jacques Boyer, Représentant de l'UNICEF, achève sa mission. Durant son mandat au pays de Toumaï, l'UNICEF, sous sa direction, a collaboré étroitement avec le gouvernement tchadien pour promouvoir et garantir les droits des enfants, tout en favorisant leur épanouissement dans des domaines clés tels que la santé, l'éducation, la protection, l'accès à l'eau, l'hygiène, l'assainissement, ainsi que la protection sociale et la réponse aux urgences humanitaires. En reconnaissance de l'importante contribution de l'UNICEF à l'amélioration des droits de l'enfant sous son leadership, M. Jacques Boyer a été élevé au rang d'Officier de l'Ordre National du Tchad par le Président de la République, Son Excellence Mahamat Idriss Deby Itno.

D'autres distinctions lui ont été décernées par les Ministères de la Santé Publique et de l'Éducation, saluant l'impact de l'UNICEF dans le renforcement du système de santé, notamment l'amélioration de la couverture vaccinale, ainsi que dans le système éducatif, à travers l'amélioration de l'école tchadienne. Le passage de M. Jacques Boyer au Tchad restera gravé comme une étape clé dans la lutte pour les droits des enfants. M. Jacques Boyer est affecté comme Représentant pour le Bureau pays de l'UNICEF au Sénégal.



L'UNICEF Tchad a un nouveau représentant



Dr Marcel S. OUATTARA est le Représentant par intérim de l'UNICEF au Tchad depuis le 1er septembre 2024. À ce titre, il est responsable de la gestion et de la supervision des programmes/projets et opérations du Bureau pays. Il incarne le leadership et la vision de l'UNICEF au Tchad, en veillant à la gestion et à l'optimisation des ressources pour atteindre les résultats et promouvoir les droits des enfants. Il supervise les différents secteurs de programmes et les équipes opérationnelles, afin d'atteindre des résultats de qualité, conformément aux plans stratégiques, aux normes de performance, au cadre de responsabilité et aux principes d'éthique et d'intégrité de l'UNICEF. Précédemment, Dr OUATTARA était le Représentant de l'UNICEF aux Iles Comores. Il a auparavant travaillé au Tchad en tant que Représentant adjoint de l'UNICEF.

L'UNICEF offre plus de 2,2 millions de manuels au Tchad, pour la rentrée scolaire 2024-2025.

Plus de 2,2 millions de manuels, guides de calcul et de lecture en français et en arabe ont été remis le 04 septembre 2024 par l'UNICEF au Ministère de l'Education Nationale du Tchad, en présence de M. Mamadou Gana Boukar, Ministre de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, M. Aboubakar Ali Koré, Directeur général du Centre national des curricula et Dr Marcel S. Ouattara, Représentant par intérim de l'UNICEF TCHAD.

Ces manuels acquis grâce au financement du Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) ont été distribués à la rentrée scolaire 2024-2025 à près de 1,9 million d'élèves des classes de CP1 et CP2, ainsi qu'à plus de 50.000 enseignants dans toutes les écoles primaires des 23 provinces. Cette initiative vise à renforcer l'accès à une éducation de qualité pour les enfants au Tchad et à soutenir les enseignants dans leur mission pédagogique.



Bientôt le tout premier Code de l'Enfant du Tchad



Le Ministère de la Femme et de la Petite Enfance a soumis le 10 septembre 2024 aux guides et leaders religieux le premier projet de Code de l'Enfant du Tchad, lors d'une consultation visant à recueillir leurs dernières observations avant son adoption par le Parlement.

Le Code de l'Enfant constitue un cadre juridique essentiel qui vise à terme à instaurer un

environnement qui protège tous les enfants du pays contre toutes les formes de violence, d'abus et d'exploitation et à leur offrir un plein épanouissement. Il a été élaboré grâce à l'appui technique et financier de l'UNICEF, témoignant de l'engagement commun à assurer un avenir plus sûr et équitable à chaque enfant au Tchad.

L'UNICEF, encore plus présent dans le Nord du Tchad !

La province du Borkou a accueilli le 10 septembre une délégation de l'UNICEF Tchad conduite par le Dr. Sophie Leonard, Représentante Adjointe, pour l'ouverture officielle d'une nouvelle antenne à Faya. Cette antenne, rattachée au bureau sous-national de Bol, permettra à l'UNICEF d'être plus proche des

populations bénéficiaires et des autorités locales. Ce renforcement de la présence sur le terrain vise à améliorer la prise en compte des réalités locales et à apporter des réponses plus efficaces aux besoins des enfants et des familles de la région.



Une jeune tchadienne à l'honneur au Forum des jeunes filles à Cotonou.



En septembre 2024, Inès Service, une jeune tchadienne soutenue par l'UNICEF, a marqué les esprits lors du Forum des jeunes filles à Cotonou, au Bénin.

Inès a animé avec brio un panel dédié aux adolescentes, en présence de figures influentes telles que S.E. Mme Mariam Chabi Talata, Vice-Présidente de la République du Bénin et Mme Hannan Sulieman, Directrice générale adjointe de l'UNICEF chargée de la gestion. S'adressant aux Représentants de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Inès a livré un plaidoyer puissant en faveur des droits des filles. Elle a notamment mis en lumière des priorités essentielles à savoir :

Garantir une éducation de qualité en assurant l'accès et la rétention des filles à l'école ;

Développer des services de santé adaptés aux besoins spécifiques des filles ;

Promouvoir des modèles féminins inspirants dans tous les domaines. Son intervention a captivé l'audience, portant haut la voix des adolescentes et plaidant pour des actions concrètes en leur faveur.

Un moment inspirant qui reflète l'engagement des jeunes filles du continent africain dans la défense de leurs droits et leur rôle clé dans le développement des nations.



20 novembre 2024 : Journée mondiale de l'enfance



Le 20 novembre, date marquant la signature en 1989 de la Convention internationale des droits de l'enfant, rappelle l'engagement des nations, y compris le Tchad, à garantir les droits fondamentaux de chaque enfant : droit à la vie, à la santé, à l'éducation, à la protection contre l'exploitation, et à un environnement sûr et épanouissant. A l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'enfance au Tchad le 22 novembre, le Gouvernement à travers la Ministre d'Etat, ministre de la Femme et de la Petite Enfance, Mme Amina Priscille Longoh, et ses partenaires ont présenté la publication « Données sur la situation des enfants et adolescents au Tchad ». Cette journée a également été marquée par un acte fort à savoir la signature d'une Feuille de route pour mettre fin au mariage des enfants et aux mutilations génitales féminines. Ces avancées significatives qui contribueront à offrir un cadre plus protecteur aux enfants du Tchad, reflètent les efforts conjoints du Gouvernement tchadien et ses partenaires pour mettre fin à toutes les formes de violences faites aux enfants et aux adolescents. En marge de cette célébration, la présidente du Parlement des enfants du Tchad a livré un message à la télévision nationale, après une rencontre avec le Premier Ministre, l'Ambassadeur Allah-Maye Halina. L'UNICEF, fidèle à sa mission, réaffirme son soutien indéfectible au Tchad dans la promotion et la réalisation des droits de chaque enfant et adolescent.



N'Djamena, 18 décembre 2024: Célébration de Journée internationale des migrants au Tchad avec l'appui de l'OIM : la jeunesse, les femmes et la mobilité climatique au cœur des débats



La célébration de la Journée internationale des migrants a été organisée par le ministère des affaires Etrangères du Tchad en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). L'événement a réuni des représentants du gouvernement, des agences onusiennes, des associations locales et des étudiants, autour du thème central : « Jeunes, femmes et mobilité climatique ». Dans son mot d'ouverture, la Ministre Déléguée auprès du ministère des Affaires Étrangères, chargée de l'intégration africaine et des Tchadiens de l'Étranger Mme Fatimé Aldjineh Garfa a souligné le rôle crucial des migrants dans le développement de nos sociétés : "Aujourd'hui, il est essentiel de reconnaître que les migrants sont des acteurs de développement. Ils contribuent à

nos économies, enrichissent notre tissu social et culturel". Les discussions, animées par un panel d'expert-e-s composé notamment de la Directrice régionale de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, du Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies au Tchad, et de représentants des ministères de la Femme et de la Petite Enfance et de l'Environnement, ont permis d'approfondir les enjeux liés à la migration climatique. « Cette journée est l'occasion de rappeler l'importance de la solidarité internationale et de la coopération entre les différents acteurs pour faire face aux défis de la migration climatique. En investissant dans la jeunesse, en renforçant les capacités des acteurs locaux et en favorisant le dialogue, il est possible de construire un avenir plus juste et plus durable pour tous et toutes

», François Batingaya, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies au Tchad.

Soulignant l'engagement de la jeune génération, l'OIM a remis des bourses à dix étudiants pour mener des recherches sur la migration climatique. Leurs travaux contribueront à une meilleure compréhension des phénomènes migratoires et à l'élaboration de politiques plus adaptées.

Six associations locales, reconnues pour leur engagement en faveur des migrants et des populations vulnérables, ont également été mises à l'honneur lors de cet événement. Leurs initiatives concrètes témoignent de la vitalité de la société civile tchadienne face aux défis de la migration.

La Directrice Régionale de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, Sylvia Ekra, en mission au Tchad, décembre 2024 : Renforcement des partenariats et focus sur la migration climatique

Sylvia Ekra, Directrice Régionale de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, a effectué une visite officielle de trois jours au Tchad du 17 au 19 décembre 2024. Cette mission a été l'occasion de renforcer les partenariats avec le gouvernement tchadien et d'évaluer l'impact des programmes de l'OIM dans le pays, en particulier dans le contexte de la crise humanitaire et des défis liés à la migration climatique.

Lors de sa visite, Mme Ekra a rencontré des représentantes du gouvernement Tchadien, notamment le premier ministre du Tchad Son excellence Mr l'ambassadeur Allamaye Halina, le ministre des Finances Son excellence Mr Tahir Hamid Nguilin, et la Ministre Déléguée auprès du ministère des Affaires Etrangères, chargée de l'intégration africaine et des Tchadiens son excellence Mme Fatime Adjineh Garfa. Ces échanges ont porté sur les moyens de renforcer la coopération entre l'OIM et le gouvernement tchadien pour apporter une assistance humanitaire aux personnes déplacées internes et aux rapatriés, ainsi que pour faire face aux enjeux liés à la migration climatique.

Le partenariat entre l'OIM et le Tchad a été décrit comme solide et fructueux, les deux parties réaffirmant leur engagement à travailler ensemble pour relever les défis de la mobilité humaine.

Par ailleurs, la Directrice Régionale a rencontré le Comité en charge de la Conférence Locale des Jeunes sur le Changement Climatique (LCOY) au Tchad. Cette rencontre a souligné l'importance de renforcer les capacités des jeunes pour faire face aux défis de la migration climatique et de promouvoir des solutions durables.



Mme Ekra a rencontré le Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad afin de discuter des défis humanitaires auxquels fait face le Tchad. Les discussions ont porté sur l'urgence d'une action concertée pour faire face à la crise humanitaire au Tchad, les défis posés par les déplacements de population, la traite des êtres humains et les impacts du changement climatique. Les deux organisations ont réaffirmé leur engagement à apporter une aide vitale aux personnes les plus vulnérables.

À l'issue de cette rencontre, Sylvia Ekra a déclaré : "Le Tchad fait face à des défis humanitaires immenses, mais je suis encouragée par l'engagement des autorités tchadiennes et de la communauté internationale à apporter une réponse durable. L'OIM est déterminée à continuer à travailler aux côtés de ses partenaires pour améliorer la vie des personnes les plus vulnérables



Atelier de réflexion pour le renforcement des mécanismes de coordination Approche Territoriale intégrée / nexus pour la zone de convergence Est (provinces de Ouaddaï et Wadi Fira)



Atelier de réflexion pour le renforcement des mécanismes de coordination Approche Territoriale intégrée / nexus pour la zone de convergence Est (provinces de Ouaddaï et Wadi Fira) les 17 au 18 décembre et 20 au 21 décembre 2024.

Une quarantaine de participants (représentants du gouvernement, membres du comité provincial d'action, agences des Nations Unies, organisations non gouvernementales et société civile) se sont retrouvés à Abéché et Biltine pour discuter des mécanismes de coordination Nexus Humanitaire – Développement – Paix (HDP) les 17 - 18 décembre et 20 - 21 décembre 2024.

L'approche nexus Humanitaire – Développement – Paix (HDP) est une approche intégrée et coordonnée, visant à lier les réponses d'urgence et les solutions à long terme afin que les communautés affectées par des crises humanitaires soient plus résilientes et puissent vivre en paix.

Pour adresser efficacement ces problématiques, le Gouvernement et ses partenaires ont adopté l'Approche Territoriale Intégrée (ATI) qui est conçue pour répondre à ces défis en liant les interventions humanitaires, de développement et de paix (nexus HDP) dans le cadre cohérent et adapté aux réalités locales.

L'ATI / Nexus est basée sur les principes clés tels que : la participation communautaire, l'approche multisectorielle, et la flexibilité et l'adaptabilité. En travaillant ensemble et en adoptant une approche holistique, les acteurs centraux et locaux peuvent

assurer une collaboration efficace pour répondre aux défis complexes dont font face les populations vulnérables de l'Est du Tchad.

Le Tchad fait face à plusieurs défis complexes qui ont un impact significatif sur le pays et sa population. En dépit de ses difficultés le Tchad s'efforce de surmonter ses défis en mettant en œuvre diverses stratégies et en collaborant avec des partenaires nationaux et internationaux. Le Tchad maintient ses efforts dans la recherche des solutions durables pour améliorer les conditions de vie de ses citoyens et renforcer la résilience du pays.



Renforcement des capacités des acteurs locaux sur la coordination de l'approche Nexus-Humanitaire-Paix et Développement



Gozbeida, le 5 septembre 2024. Le rideau est tombé cet après-midi sur la série d'ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux, nationaux et partenaires sur le triple Nexus Humanitaire, Développement et Paix.

L'objectif de l'atelier est d'approfondir et de renforcer les synergies entre les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités sur le terrain, notamment les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix, afin de mettre en exergue les besoins des personnes les plus vulnérables dans un contexte de crise prolongée dans les trois provinces de l'Est, à savoir : le Ouaddaï, le Wadi-Fira et le Sila.

Au total, 140 acteurs soit 38 femmes de ces trois provinces ont vu leurs capacités renforcées en termes d'harmonisation des approches afin de maximiser l'impact des actions pour garantir des résultats durables en faveur des bénéficiaires.

Pour les autorités de ces trois provinces, ces ateliers sont arrivés à point nommé pour repenser l'alignement et la planification des actions humanitaires en fonction d'une aide humanitaire qui contribue aux objectifs de développement durable.



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur Général de l'OMS en visite à Adré au Tchad, a pu mesurer les défis que rencontrent les réfugiés

En visite de travail du 15 au 17 septembre 2024 au Tchad, le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a fait le déplacement sur le terrain à Adra le 16 septembre à Adré, localité devenue l'épicentre d'une crise humanitaire et sanitaire depuis le 15 avril 2023 et l'éclatement de la guerre au Soudan. L'intensification de ces affrontements a provoqué l'afflux massif de réfugiés soudanais et de retournés sur le territoire tchadien plus particulièrement à Adré, où, 200 000 réfugiés étaient en attente dans un lycée pour une prise en charge et une relocation. Cette visite de la plus haute autorité de l'OMS s'est inscrite dans le cadre d'une évaluation des besoins et des défis auxquels les réfugiés et les populations hôtes font face. Ce fût aussi l'occasion pour Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus de réaffirmer l'engagement de l'OMS aux côtés des différentes communautés touchées par cette crise migratoire et humanitaire qui cristallise les attentions. Au cours de ce déplacement, il a saisi l'occasion pour rencontrer et échanger avec les acteurs humanitaires, les autorités administratives et les communautés hôtes. Il a surtout pris le temps d'écouter et de prendre connaissance des difficultés que les réfugiés rencontrent, mais également de leur sentiment de soulagement. « Je me sens mieux ici au Tchad parce que je suis en sécurité. Mais, j'ai faim. Je n'ai pas mangé depuis que je suis là du fait que j'attendais d'être enregistrée » lui a confié une réfugiée en attente de relocation. « Je suis heureux d'avoir eu l'opportunité de visiter Adré et de voir la situation qui prévaut sur le terrain de mes propres yeux. Je voudrais remercier le Tchad pour sa générosité en accueillant les Soudanais en quête de refuge, notamment ceux de la région du Darfour, qui n'ont nulle part où aller. Vous avez fait preuve de générosité à leur égard en les prenant comme vos frères et sœurs », a déclaré, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus lors de ses échanges avec les autorités administratives.



Prise en charge des communautés vulnérables

Pour soutenir la prise en charge sanitaire des cas de paludisme, d'infections respiratoires aiguës, des maladies diarrhéiques, des problèmes de santé mentales, des cas de choléra ou encore de malnutrition aiguë sévère, le Directeur Général de l'OMS a procédé à la remise de 3 tonnes de médicaments essentiels aux autorités locales, acquis à travers les fonds CERF et ECHO.

Cette visite en période de crises urgentes avec notamment les inondations qui ont touché 23 provinces, a été saluée par les autorités gouvernementales. « Je voudrais très sincèrement remercier le Directeur général de l'OMS pour avoir répondu favorablement à notre invitation de visiter le Tchad et de toucher du doigt la réalité de la crise humanitaire à l'Est. L'apport des partenaires techniques et financiers notamment l'OMS et leurs alignements sur les priorités nationales face à cette crise sont toujours appréciés par les plus hautes autorités du Tchad », a confirmé Dr Abdel-Madjid Abderahim, Ministre de la santé publique devant les médias.



Tedros Adhanom Ghebreyesus a profité de son déplacement à la frontière entre le Tchad et le Soudan pour lancer l'opération d'envoi de 7 véhicules au Darfour afin d'apporter des vivres, des médicaments essentiels et du matériel médical au profit de 93 000 personnes victimes du conflit armé. Cette opération qui a nécessité l'investissement de 1,9 million de dollars américains a été l'œuvre des partenaires humanitaires au Darfour à l'image d'UN Multi-Partner Trust Fund - UN MPTF Choléra, CFE et USAID.

Après les populations victimes des conséquences de la guerre au Soudan à Adré, le Directeur Général de l'OMS s'est entretenu avec le chef de l'État pour souligner les efforts du gouvernement tchadien dans la prise en charge des communautés impactées par la situation soudanaise et la nécessité de renforcer le partenariat entre le Tchad et l'OMS. Devant le président de la République, le Directeur Général de l'OMS a réaffirmé l'engagement de son institution à poursuivre ses efforts au profit de la prise en charge des populations vulnérables et fragilisées par cette crise humanitaire et sanitaire.



Comment l'ONU soutient les objectifs de développement durable au Tchad



Le système des Nations Unies (SNU) et ses partenaires au Tchad œuvrent à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en cohérence avec les contextes développés dans les différents Plans nationaux de développement (PND), de « la Vision 2030 du Tchad que nous voulons » et bien d'autres documents stratégiques du Tchad, servant à faire des planifications et des projections.

Pour ce faire, les agences, programmes du système des Nations Unies au Tchad et la partie Gouvernementale en consultation de tous les acteurs de la société civile, des jeunes et des femmes définis quelques domaines prioritaires.

Il s'agit notamment de la réduction de la pauvreté et des inégalités, de l'amélioration des services sociaux de base, la consolidation de la paix et de la bonne gouvernance démocratique, et le renforcement de la résilience des populations face aux changements climatiques et aux risques de catastrophes naturelles. Tout en soutenant, la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

De manière spécifique, le Système des Nations Unies appuie le Gouvernement tchadien dans l'élaboration des documents stratégiques, la mobilisation des ressources pour le financement des activités aux niveaux local et national.

Les actions en cours pour répondre aux défis multiples

Bien que le Tchad soit confronté à des défis humanitaires complexes, a fait des avancées notables dans la gestion des déplacements forcés.

Plusieurs jalons importants ont été atteints, notamment la promulgation de la Loi N° 012/PT/2023 portant protection et assistance aux personnes déplacées internes (PDI). Cette loi marque un tournant décisif dans la reconnaissance et la protection des droits des PDIs. En outre, la création du Comité Interministériel sur les Solutions Durables, par le Décret No. 13947 du 12 décembre 2023, a permis de coordonner les efforts en matière de solutions durables. Ce comité, composé de des ministères clés, travaille activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies efficaces pour la réintégration des déplacés.





NATIONS UNIES
TCHAD



Bonnes fêtes de fin d'année
Happy season's greetings

عطلة رأس السنة الجديدة سعيدة

